

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2138 - MERCREDI 15 OCTOBRE 2014

Fraude douanière et corruption

Plaidoyer pour le renforcement de la lutte contre l'impunité

La Ligue congolaise de lutte contre la corruption (Licoco) et Ressources naturelles pour le développement (RND) ont salué le coup de filet réalisé par les services de renseignements et de la justice katangais qui ont mis aux arrêts l'inspecteur de la Direction générale des douanes et accises (DGDA)/Katanga, deux de ses collègues de service ainsi que le gérant d'une agence en douane. Elles soutiennent l'organisation rapide d'une audience en procédure de flagrance au Tribunal de grande instance de Lubumbashi contre les présumés coupables.

La Licoco et la RND exhortent, par ailleurs, toutes les autorités (judiciaires, administratives et parlementaires) concernées par cette affaire à remonter la filière de la fraude douanière au Katanga afin de démanteler et décourager ce réseau des fraudeurs opérant au sein de la DGDA, d'autres régies financières en province et même au niveau de certaines institutions à Kinshasa.

Page 13



Le ministre de Finances et des hauts cadres de la DGDA après un séminaire tenu à Kinshasa



Visite d'un stand à l'expo 2014

BUSINESS

Bitubi : les chiffres-clés de l'expo 2014

Démarrée en grande pompe le 13 octobre dans la soirée avec deux-cent invités annoncés pour l'inauguration, la 9^e édition du salon professionnel Business to Business de Kinshasa (Bitubi ou B2B) accueille un total de cinquante entreprises durant deux jours, du 14 au 15 octobre 2014, sur un espace de 300 m² totalement aménagé à l'hôtel Memling. Il s'agit d'un salon professionnel réservé aux cadres et décideurs des entreprises et sociétés privées, des entreprises publiques, des ministères,

des gouvernorats et officines de l'État ainsi que des organisations internationales et non gouvernementales. Il faut noter la diversité des produits et services exposés. Quant aux retombées attendues, les organisateurs ont mis en exergue quelques opportunités d'affaires, notamment les rencontres, la fidélisation de la clientèle, la notoriété, la présentation des nouveaux produits et la diffusion des dernières informations.

Page 13

COMMÉMORATION

Luambo Makiadi sous terre depuis un quart de siècle

Dimanche 12 octobre, les proches du monument de la musique congolaise, Luambo Makiadi Franco, disparu voilà maintenant vingt-cinq ans en Belgique lui ont rendu hommage. Le dépôt de gerbes de fleur opéré en début d'après-midi au cimetière de la Gombe, devenu coutumier, a marqué la commémoration de ce quart de siècle. À cela s'ajoute le pot échangé au quartier général de l'OK Jazz, le fameux bar 1-2-3, aujourd'hui sous la conduite d'Emongo, sous un fond musical sélectionné de manière à accompagner particulièrement l'événement.

Au programme : un grand événement qui devrait, courant cette même période, participer à la commémoration de ces vingt-cinq ans. L'affiche en constitution connaîtra la participation d'un certain nombre d'artistes dont l'identité sera divulguée en temps opportun.

Page 14

RALLYE DAKAR 2015

Présentation officielle de la moto de Frank Verhoestraete aux sponsors

La moto de Frank Verhoestraete pour le Rallye Dakar 2015 a été présentée aux sponsors, le samedi 11 octobre à Kinshasa, au cours d'une soirée organisée au Kwilu Bar à Gombe à Kinshasa. Fabrice Masuka, manager du « Team Frank Dakar 2015 » (TFD2015) a, à cette occasion, circonscrit le concept du « Champion 3D » qui caractérise la quatrième participation de ce compétiteur congolais d'origine belge de trente-cinq ans. En soutien au représentant congolais, le TFD2015 organise une collecte auprès des fans qui achèteront un arbre à dix dollars pour accompagner chaque kilomètre du pilote sur les routes et pistes d'Amérique du Sud où va se dérouler la course du 4 au 17 janvier 2015. Il était grand temps de donner un gros coup de projecteur à l'unique participation congolaise parmi plus de quarante-cinq pays engagés en moyenne à chaque édition. Page 14

ÉDITORIAL

Turbulences

Il est clair que la France entre dans une zone de turbulences dont nul ne sait ce qu'il sortira. L'aggravation de son déficit budgétaire, l'alourdissement de sa dette publique, la mise en question de sa politique économique par les instances de l'Union européenne, la hausse continue du chômage qui frappe sa population, sans même parler du désenchantement qui s'exprime à travers ses médias ne laissent aucun doute sur le fait qu'une crise majeure est en gestation dans l'Hexagone qui pourrait affaiblir durablement ce partenaire clé de l'Afrique.

Face à ce problème il est évident que nous devons, nous Africains, réfléchir aux conséquences que ne peut manquer de générer une telle situation. Ne pas le faire serait commettre une erreur grave puisque la France est de tous les pays occidentaux celui avec lequel nous entretenons les relations les plus anciennes et les plus étroites. Posons donc le problème de façon abrupte.

Première conséquence : le retrait partiel ou total des forces françaises dans les zones en voie de déstabilisation comme la Centrafrique. Alors que se préparent chez nous les manœuvres militaires régionales de Loango ne serait-il pas sage d'accélérer le processus qui doit permettre à l'Union africaine d'intervenir efficacement dans la prévention et la gestion des crises sur le continent ?

Deuxième conséquence : la menace que ferait peser sur le franc CFA une éventuelle défaillance financière de la France. Même si la question est taboue la conservation d'une partie des réserves monétaires des pays de la Cemac et de la Cedeao dans les coffres de la Banque de France pose problème. Ne justifie-t-elle pas que s'engage un débat sur le sujet entre la France et ses partenaires ?

Troisième conséquence: l'élévation de nouvelles barrières administratives entre la France et les pays africains. Ces barrières, qui ne cessent de se renforcer sous le prétexte de la lutte contre l'immigration sauvage, risquent de creuser un fossé infranchissable entre des peuples qui vivaient jusqu'à présent en bonne intelligence. Elles constituent un danger majeur pour l'avenir des relations entre l'Afrique et la France. En a-t-on conscience à Paris ?

Le temps est venu, nous semble-t-il, d'aborder ces problèmes sans faux semblant.

Les Dépêches de Brazzaville

ÉLECTIONS LOCALES ET SÉNATORIALES

La Coordination de l'observation nationale satisfaite du bilan des deux scrutins

Dans un communiqué de presse rendu public le 14 octobre à Brazzaville, la Coordination de l'observation nationale des élections a dressé un bilan satisfaisant des deux scrutins tenus respectivement le 28 septembre pour les conseillers départementaux et municipaux et le 12 octobre pour les sénatoriales.

De façon générale, celle-ci a relevé que de manière unanime, les deux scrutins se sont déroulés de façon satisfaisante. La campagne a été apaisée, la collaboration entre la CONEL et toutes les autres structures concernées par ces élections dont notamment les délégués du ministère de

l'intérieur, la force publique et les observateurs nationaux a été excellente. Les listes des conseillers ont été affichées effectivement au siège des préfectures, devant les bureaux de vote. Le matériel électoral a été acheminé dans les délais et de bonne qualité. L'affluence a été importante, la présence dans chaque bureau de vote des délégués des candidats a été très significative, aucun acte d'intimidation, de tentative de fraude ou de corruption n'a été signalé.

Le vote a été libre et transparent, les résultats ont été affichés dans les bureaux de vote à la fin du dépouillement et les procès-verbaux bien remplis et signés par toutes les parties. Aucune contestation n'a été enregistrée. La Coordination a en outre rappelé qu'après les législatives du 28 septembre 2014, les sénatoriales ont constitué les secondes élections organisées après la concertation de Dolisie 2013, au cours de laquelle, a été obtenu entre autres, le recours systématique au principe de parité à tous les niveaux de tout le processus électoral. En dépit de ces performances, la coordination a fait quelques suggestions parmi lesquelles, la réorganisation de la gestion du matériel électoral, la dotation des localités en cartes géographiques etc. Elle a enfin remercié le gouvernement de la République pour tous les efforts consentis pour la réussite de ces scrutins.

Jean Jacques Koumba

DISPARITION

L'Assemblée nationale prépare les obsèques d'Anicet Wilfried Pandou

Suite au décès du député de la 4^e circonscription de Makélékélé, connu sous le nom de Willy Mantsanga, la chambre basse du Parlement a tenu, le 14 octobre à Brazzaville, une plénière spéciale en vue de préparer les obsèques du disparu.

Anicet Wilfried Pandou a quitté Brazzaville le 15 mai dernier pour des raisons de santé. À cause de cette longue hospitalisation, le député, membre de la commission Défense et sécurité n'a pu prendre part aux travaux de la sixième session ordinaire administrative du 2 juillet. Il a trouvé la mort, le 9 octobre à 22h10, après une série d'hospitalisations au centre hospitalier d'Orléans-la-Source, en France. Outre la mise en place de la commission de préparation des obsèques, présidée par Valère Eteka Yemet, quatre sous-commissions ont également été installées. Il s'agit des sous-commissions



Oraison funèbre et communication, Obsèques, Finances et la sous-commission Protocole et transport. Anicet Wilfried Pandou est décédé en plein exercice de son deuxième mandat. Pour le premier secrétaire de l'Assemblée nationale Valère

Le présidium au cours de la plénière spéciale Eteka Yemet, « L'Assemblée nationale a le devoir de lui rendre un hommage mérité et digne de son rang ». La date des obsèques sera déterminée après l'arrivée, à Brazzaville, de la dépouille mortelle.

Josiane Mambou Loukoulou

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumba, Josiane Mambou Loukoulou

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Romonique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence: Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngonu

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescngo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

TRANSPORT MARITIME

Le guichet unique est vivement attendu

La création du guichet unique des opérations transfrontalières (GUOT) devrait faciliter les transports maritimes et réduire la charge administrative qui pèse sur les compagnies maritimes. Seulement, sa mise en œuvre tarde à se concrétiser.



Le déroulement des travaux

Le sujet figure parmi les recommandations du séminaire atelier sur la facilitation du trafic maritime international qui s'est tenu du 7 au 9 octobre à Pointe-Noire. Les participants ont suggéré le démarrage effectif du GUOT, soucieux d'évoluer dans un environnement économique prospère. Les outils sont disponibles avec la loi qui porte création du GUOT. Cependant, il est fait état des tracasseries dont sont victimes les chargeurs et les autres usagers de la chaîne de transport (import/export). Les participants ont spécialement évo-

qué les délais excessifs d'attente pour les navires en rade. Ils ont aussi souligné la loi de finance 2013 supprimant certains droits et taxes à l'importation et les textes réglementaires sur l'exercice de la profession de transporteur routier. Parmi les sujets en débat : la création d'un bureau de gestion de fret terrestre ; la redynamisation de la communauté portuaire et la commission nationale de facilitation couvrant tous les modes de transport.

Le secrétaire général de l'Organisation maritime internationale (OMI), Koji Sekimizu, a expliqué, à l'occa-

sion, que les économies sont tributaires du coût des importations et des exportations. À travers la facilitation des échanges, les gouvernements, les entreprises et les consommateurs y gagnent. Afin de résoudre certains problèmes, l'OMI a élaboré la convention FAL qui vise à faciliter le trafic maritime international, sans contrainte pour les États. Le conseil des chargeurs bénéficiaires de ce séminaire a présenté le dispositif mis en place au port autonome de Pointe-Noire.

Nancy France Loutoumba

PME

Vers l'opérationnalisation de la Maison de l'entreprise

Cette structure aura pour vocation d'être un guichet unique en ligne de ressources de services. En collaboration avec d'autres instances d'appui au secteur privé, elle répondrait aux besoins des porteurs de projets, des investisseurs et des entrepreneurs en activité en République du Congo.

En vue de rendre la Maison de l'entreprise opérationnelle dans les meilleurs délais, le ministère des

Petites et moyennes entreprises (PME), vient d'engager le cabinet Deloitte. Celui-ci a pour mission de dresser une feuille de route rassemblant les atouts qui permettraient à cette structure de favoriser la promotion des très petites, petites et moyennes entreprises.

« Dans l'architecture de notre politique nationale de développement des PME, la Maison de l'entreprise du Congo représente la clé de voûte de l'ensemble du dispositif d'impulsion et d'accompagnement, d'appui et de

soutien dédié au secteur », a déclaré le ministre des PME, Adélaïde Mougany, lors du lancement de cette mission de consultation, ajoutant que « cette structure doit être dès le départ et pour toujours un placement, un investissement rentable pour tous les acteurs. Je sais que ce défi sera relevé avec succès ». Le cabinet chargé d'exécuter ce travail a sollicité pour la concrétisation dudit projet, l'implication non seulement des acteurs du secteur privé et bailleurs de fonds, mais également de ceux évoluant au sein des administrations publiques. Il a aussi relevé une rationalisation préalable de l'offre de service de la structure d'appui et une révision du cadre institutionnel.

Cofinancé par le gouvernement congolais et la Banque africaine de développement, ce projet s'inscrit dans une série d'initiatives visant à améliorer le climat des affaires. L'environnement des affaires constitue en effet, un frein au développement du secteur privé. Ainsi, parmi les contraintes liées au développement des entreprises au Congo, on note l'accès difficile aux financements, le manque de formation, d'information et de transparence administrative ainsi que la défaillance au niveau des infrastructures.

Lopelle Mboussa Gassia



La ministre des PME en bleu, lors de la cérémonie de lancement

CIMENTERIE

L'extension de la SONOCC annoncée pour fin décembre

La Société nouvelle des ciments du Congo (SONOCC) prévoit de terminer les travaux d'extension de son usine en fin décembre. Celle-ci est située à Loutété, dans le département de la Bouenza.

Le directeur général de cette société, Wei Xinbang, l'a expliqué le 14 octobre à Brazzaville, au ministre du Développement industriel et de la promotion du secteur privé, Isidore Mvouba. Il a annoncé que les travaux de génie civil sont réalisés à 90% et que le démarrage des travaux l'a été en mai 2013. Restent plus que la construction (en cours) du nouveau laboratoire ; la finition du hall à clinker et l'installation des équipements et matériels électriques. Les autres lots concernent le montage de la structure métallique et l'installation des équipements et matériels électriques.

Le responsable de la SONOCC a relevé quelques perturbations ayant surgi dans l'évolution du projet.

Il s'agit des difficultés rencontrées au niveau de l'administration douanière au port autonome de Pointe-Noire.

Le ministre d'État a été édifié sur la situation actuelle du site : le four, la

tour de conditionnement et le refroidisseur complètement installés ; les électrofiltres du four partiellement faits ; les remblais ainsi que les salles de contrôle et des commandes des équipements techniques achevées.

Au regard du volume des travaux non encore exécutés, l'entreprise et la mission de contrôle se proposent d'effectuer des essais préliminaires à la fin de ce mois.

Rappelons que l'extension de la SONOCC a été nécessaire vu l'état d'usure et de vieillissement de l'ancienne structure mise en service depuis 1965.

Trois objectifs sont poursuivis à travers cette extension : la création d'une nouvelle chaîne de production parallèle à celle existante, l'augmentation de la production et l'amélioration des conditions de travail.

À l'issue des travaux, la production du ciment devrait être portée à 300 000 tonnes par an contre 120 000 actuellement.

Le montant pour la réalisation desdits travaux est estimé à 150 milliards FCFA pour une durée fixée à 18 mois. Le projet devrait améliorer l'habitat des Congolais.

Nancy France Loutoumba

JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

L'agriculture familiale, une option davantage consommatrice de main d'œuvre

500 mille actifs au Congo relèvent de ce modèle qui fournit plus de 90% de l'offre alimentaire nationale au Congo. Le Projet de recensement général de l'agriculture (RGA), donnera la vraie mesure statistique de son réel poids dans l'économie nationale. C'est ce qu'a annoncé le ministre de l'agriculture et de l'élevage, Rigobert Maboundou, à l'occasion de cette journée qui est célébrée le 16 octobre de chaque année.

Pour Rigobert Maboundou, elle est la forme d'organisation de la production la moins capitaliste, c'est-à-dire, la moins exigeante en matière de financement pour l'investissement et d'utilisation des engrais et pesticides. « Elle dispose généralement de sa propre réserve foncière et elle autofinance ses petits investissements », a-t-il indiqué. Parlant particulièrement de la promotion de cette agriculture familiale, qui est le domaine par excellence des paysannes et paysans congolais, le ministre de l'Agriculture et de l'élevage a précisé qu'elle fait partie de la doctrine des transformations sociales du Congo fixées par le président de la République dans son projet de société, le Chemin d'avenir. Il a ajouté qu'elle est aussi dans les objectifs majeurs du Plan national de développement (PND), 2012-2016.

« Toutes ces politiques, en traitant les problèmes non agricoles de la sphère de la circulation, la législation et l'innovation », a poursuivi le ministre, « faciliteront l'appui aux problèmes directement agricoles que sont les

semences améliorées, les géniteurs et génisses de la production animale et végétales, contre les risques de pertes post récolte, la vulgarisation qui de plus en plus se structure autour des nouvelles techniques agricoles déployées par le Centre de démonstration des techniques agricoles (CDTA) de Kombé ».

A propos des efforts pour faire évoluer l'agriculture familiale de l'économie de subsistance vers l'économie marchande, Rigobert Maboundou, a signifié : « Ainsi, une agriculture familiale, commerciale et compétitive, prospérant à côté d'une agriculture moderne, intensive et capitaliste, ouverte au capital national et à l'investissement direct étranger (IDE), tel est le modèle du système national de production de nourriture que vise le gouvernement pour le Congo émergent de demain ». Les estimations les plus récentes montrent que, les projets manioc et banane, mis en route, par le gouvernement de la République, sur instruction expresse de son chef, à l'occasion de l'ouverture de la campagne agricole 2014-2015, expriment de manière éloquent la volonté politique d'associer l'agriculture familiale au mouvement général des changements qualitatifs et quantitatifs en œuvre au Congo. « Pour mettre en œuvre ces stratégies, a conclu le ministre, cette question trouve des débuts de solution par l'appui des Agences de développement international, organisations paysannes et d'autres organismes du système des nations unies, organisations non gouvernementales (ONG) et associations compétentes ».

Guillaume Ondzé

CHARLES RICHARD MONDJO

Loango 2014 vise à soutenir la paix en Afrique centrale

Après le Tchad et l'Angola il y a quelques années, le Congo accueille du 15 au 29 octobre, à Pointe-Noire et dans le Kouilou, l'exercice militaire de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), intitulé Loango 2014.

À quelques heures de son lancement, le ministre à la présidence de la République, chargé de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a déposé dans une interview exclusive aux *Dépêches de Brazzaville* l'intérêt de cet exercice pour lequel 3000 hommes venus des dix pays de la sous-région sont engagés. Il souligne le désir de la CEEAC de « partager ses valeurs communes de paix pour le bien-être des populations dans un espace sécurisé et stabilisé », et ajoute : « Loango 2014 est placé sous le signe de la montée en puissance de la FOMAC dans son aspect de capacité de déploiement rapide »

Les Dépêches de Brazzaville : Monsieur le ministre, quel est le but visé par l'exercice Loango 2014 ?

Charles Richard Mondjo : Je vous remercie pour l'opportunité qui m'est offerte d'informer l'opinion nationale et internationale de la tenue, dans notre pays, de l'exercice militaire « Loango-2014 ». C'est un exercice multinational qui regroupe les armées de l'Afrique centrale. Le but de l'exercice est d'entraîner nos troupes, nos états-majors et la composante civile de nos États, à mettre en œuvre le concept de la capacité de déploiement rapide, chère à l'Union africaine.

LDB : Qu'est ce qui justifie le choix du Congo pour abriter cet exercice et sous quel signe se déroule-t-il ?

CRM : Il n'y a pas de raison particulière pour justifier le choix du Congo. Il faut seulement retenir que c'est un exercice tournant organisé dans notre communauté économique régionale, la CEEAC, tous les trois ans. Les États se portent volontaires et les structures du Conseil de paix et de sécurité d'Afrique centrale (Copax), c'est-à-dire, la commission défense et sécurité (CDS), le conseil des ministres du Copax et la conférence des chefs d'État, valident la candidature en fonction d'un certain nombre de pré requis. Mais dans tout cela, la solidarité prime sur tout, particulièrement le désir de partager nos valeurs communes de paix pour le bien-être de nos populations dans un espace sécurisé et stabilisé.

LDB : Peut-on connaître la nature des forces engagées par les pays et le format de l'exercice ?

CRM : Dans un esprit de solidarité, tous les pays de la communauté participent à travers les composantes des forces de police et gendarmerie, l'armée de terre, l'armée de l'air, la marine et la composante civile pour les missions humanitaires qui sont essentielles dans les opérations de maintien de la paix aujourd'hui. Le format de l'exercice est d'environ 3000 hommes repartis dans les différentes composantes telles que je viens de l'énumérer. L'exercice est placé sous le signe de la montée en puissance de la FOMAC dans son aspect de capacité de déploiement rapide.

Dans la pratique, il s'agit d'être capable d'envoyer des unités sur le terrain dans un délai de 14 jours, quand une crise surgit, pour stabiliser la situation afin de conduire progressivement toutes les actions de retour à une situation normale.

LDB : Le renforcement des capacités opérationnelles de la FOMAC (Force multinationale d'Afrique centrale) est donc au cœur des préoccupations des pays de la CEEAC. Peut-on dire, aujourd'hui, qu'elle dispose de moyens suffisants pour assurer le succès de ses missions ? En d'autres termes, les États membres contribuent-ils au niveau qu'il faut au budget de fonctionnement de la FOMAC ?

CRM : La FOMAC n'est pas une vue de l'esprit. C'est un outil de paix indispensable dans notre sous-région. Depuis l'année 2003 par exemple, nous sommes déployés en RCA dans le cadre d'une mission multidimensionnelle. En ce qui concerne son fonctionnement, il faut dire que c'est d'abord une question de solidarité. Son financement est assuré par les États membres qui y contribuent selon une clé de répartition décidée

LDB : La Centrafrique est effectivement le terrain sur lequel le FOMAC s'est essayée à la concrétisation de sa mission de maintien de la paix. Quel commentaire vous inspire le déploiement de la FOMAC dans ce pays, son renforcement ensuite par la MISCA (Mission internationale de soutien à la Centrafrique), et finalement la relève de la MISCA par la mission onusienne MINUSCA ?

CRM : J'adhère à votre approche quant à l'évolution de la FOMAC. Elle intègre bien la nécessité de la mise en place et la consolidation de l'architecture de paix et de sécurité en Afrique. Ce concept est cher à notre Chef de l'État, son excellence Monsieur Denis Sassou N'Guesso qui, vous le savez, est un des grands promoteurs de la sécurité collective en Afrique. Et à ce propos, nous avons été instruits en début d'année, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation et moi-même, de tout mettre en œuvre pour que cet exercice « Loango 2014 » se déroule dans les conditions optimales, en appui au cadre organisationnel de la CEEAC.

Cette évolution de la FOMAC que vous venez de mentionner, marque la

rière menace l'Afrique dans son ensemble. Combattre ce phénomène suppose une coopération active des armées et des services de sécurité des États. En la matière les pays de la CEEAC coopèrent-ils parfaitement ?

CRM : La criminalité transfrontalière est une des menaces de notre temps. Elle est considérée de par le monde comme une grande menace réelle. En ce sens, nos États collaborent parfaitement avec les moyens qui sont les nôtres, en mettant en place des synergies.

À ce propos, une structure interétatique est même déjà entrain d'être mise en place par le secrétariat général de la CEEAC de lutter contre cette menace. Les frontières maritimes dans le golfe de Guinée sont concernées, nos frontières terrestres aussi. Le centre régional de sécurité maritime de l'Afrique centrale va être remis officiellement par le Congo à la CEEAC en vue de son opérationnalisation, en marge de l'exercice « Loango-2014 ». Ce centre concourt à la sécurité transfrontalière.

LDB : Quel bénéfice le Congo pourra-t-il tirer de l'organisation de Loango 2014 ?

tions de soutien à la paix.

LDB : Avez-vous un message en direction des populations congolaises en général et en particulier celles de Pointe-Noire et du Kouilou qui abritent l'exercice ?

CRM : Le peuple congolais est un peuple naturellement accueillant et hospitalier. Nous travaillons déjà avec les autorités politiques du département du Kouilou et de la ville de Pointe-Noire pour que nos compatriotes réservent un joyeux et chaleureux accueil aux participants à l'exercice, mais aussi aux autorités politiques invitées à ce grand rendez-vous. Nous avons déjà mis à contribution les notables du Kouilou pour qu'ils nous ouvrent les portes du Kouilou.

Nous souhaitons pour nos hôtes un grand geste de solidarité de nos compatriotes de Pointe-Noire et même de Brazzaville, car certaines troupes de pays amis transiteront par Brazzaville pour se rendre au lieu de l'exercice.

LDB : Quelle attitude les éléments de la force publique congolaise engagés pour Loango 2014 et ceux qui resteront dans les casernes doivent-ils observer ?



Charles Richard Mondjo interviewé par Les Dépêches de Brazzaville, Photo Adiac

par les chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC.

Pour les effectifs, nos États ont validé depuis 2007 un catalogue de forces et des matériels qui impose à chaque État membre de toujours tenir à la disposition de la CEEAC, un format bien précis pour armer les différents contingents selon les missions exigées par la situation. Et enfin, nos armées dans les programmes d'instruction des hommes prennent en compte les standards de formation définis dans la directive de formation de la CEEAC et de l'Union Africaine dans le cadre de la force africaine en attente.

complexité de la crise en RCA, où nous avons commencé en 2003 avec la FOMUC, ensuite la Micopax1 et la Micopax2, sous mandat de la CEEAC. S'en est suivie la MISCA en 2013, sous mandat de l'Union africaine et aujourd'hui c'est la MINUSCA, sous mandat des Nations Unies.

Nous sommes là devant une situation où comme disent les parachutistes du GPC (Groupement para commando Ndlr) : « jusqu'au bout, faire face ». La FOMAC reste disponible. C'est pour cette raison que l'entraînement reste une fonction essentielle dans le renforcement de ses capacités.

LDB : La criminalité transfron-

CRM : Le bénéfice à tirer c'est la traçabilité sur les plans politique, diplomatique et opérationnel de la mise en œuvre de l'architecture de paix et de sécurité en Afrique en général et en Afrique centrale en particulier. Tout cela se fait sous la conduite des Nations unies, de l'Union africaine, de la CEEAC et d'un partenaire important qui est l'Union européenne. Et nous espérons que dans ce processus, le message de notre communauté économique régionale sera plus audible auprès de beaucoup d'autres partenaires. L'objectif ici est de faire que nos troupes gagnent en professionnalisme et deviennent plus crédibles et éligibles au cours des opéra-

CRM : Notre pays, notre gouvernement, notre force publique sont honorés par l'organisation de cet exercice sur notre territoire.

Le message pour les agents de la force publique participant à la manœuvre Loango est le suivant : la discipline, la dignité, l'honneur et le professionnalisme.

Pour les agents de la force publique qui ne sont pas déployés dans Loango : discipline, dignité, honneur, professionnalisme mais surtout demeurez vigilants dans le cadre de la posture permanente de sûreté.

**Gankama N'Siah
et Thierry Nougou**

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

□ « Je peux comprendre beaucoup de choses, sauf la mauvaise foi »

**Macky Sall, président du Sénégal,
Le Soleil du 14 octobre 2014**

□ « Si la matrice culturelle constitue la spécificité de cette institution, j'ai acquis la certitude que la Francophonie de demain doit être économique. »

Jean-Claude de l'Estrac, Mauricien, candidat au poste de secrétaire général de l'OIF (Francophonie), Jeune Afrique, 13 octobre 2014

□ « ... il n'y a pas d'humanité sans universel. On a sacrifié la culture à l'identité, et de l'identité rien ne sort : ni culture ni universel. »

Olivier Roy, directeur de recherche au CNRS, Libération, 3 octobre 2014

□ « Dans un pays où tout a été remis en cause depuis le déclenchement de la crise, la Constitution fait figure de dernier livre sacré... »

Alain Santerre, spécialiste des assurances et des relations internationales (Canada), Jol Press, 9 octobre 2014

□ « Vous savez, le romancier est toujours déçu par le réel. En politique, il fallait et il faut s'occuper des jeux entre le pouvoir et le « peuple », pendant qu'en fiction tout reste à démontrer, à découvrir, à espérer, à rechercher. »

André Brink, écrivain, Afrique du Sud, auteur Philida (Actes Sud), RFI, 19 septembre 2014

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Les nouveaux programmes de formation en voie de validation

45 des 120 programmes de formation élaborés selon l'approche par compétence sont en train d'être examinés par les organisations professionnelles, les universitaires et autres experts de la formation professionnelle. Tel est le but de l'atelier qui se tient du 14 au 17 octobre à Brazzaville.

Le ministre de l'Enseignement technique, professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi, Serge Blaise Zoniaba, a ouvert, le mardi 14 octobre à Brazzaville, l'atelier de validation des programmes de formation technique et professionnelle. Il s'agit, pour le ministre, d'une étape essentielle dans la réforme engagée. « Il s'agit de définir l'itinéraire pédagogique, le chemin à suivre d'un point de départ à un point d'arrivée, en ayant le souci de réaliser une cohérence interne entre les différents niveaux ou les disciplines, une cohérence interne avec l'ensemble des fonctions éducatives, tout en tenant compte de la réalité de la mise en œuvre effective des apprentissages », a déclaré le ministre.

Serge Blaise Zoniaba a aussi insisté sur le cursus scolaire de l'élève durant ses années de scolarité. Le ministre a aussi réitéré son souhait de voir renforcée la part relative de la masse horaire à réserver aux enseignements des mathématiques et de la physique. Le but étant de répondre aux exigences



Serge Blaise Zoniaba entouré d'Ana Elisa de Santana Alphonso et Louis Bakabadi/crédit photo Adiac

induites par les progrès technologiques et scientifiques. « Conçue selon la démarche qui tient compte à la fois des besoins de formation, de la situation de travail, des buts ainsi que des moyens de réalisation de la formation, les référentiels de formation dont vous aurez à évaluer les contenus ont été imprégnés par l'approche par les compétences qui exige qu'à chaque étape, une validation se fasse avec les spécialistes de chaque métier pour s'assurer de la pertinence, de la cohérence et de l'applicabilité du projet de formation à mettre en œuvre », a poursuivi Serge Blaise Zoniaba.

Conscient du fait que les nouveaux programmes ont l'obligation de garder un lien substantiel et fertilisant

avec le monde du travail, de favoriser l'employabilité des bénéficiaires, le gouvernement a associé les organisations professionnelles, les universitaires et autres experts de l'ingénierie de la formation professionnelle à cet atelier. Il a, par ailleurs, demandé que chaque référentiel de métier fasse apparaître un logigramme qui présente l'articulation complète devant exister entre les compétences pour avoir une idée globale du déroulement de la formation.

Rappelons que tous ces programmes ont été produits par des fonctionnaires congolais. Pour le ministre, le gouvernement n'a pas eu recours aux cabinets étrangers dont les livrables sont souvent inadaptés et indigestes.

Parfait Wilfried Douniama



IMETA Congo

FORMATION MANAGER COACH

Objectif

Deux journées intensives pour permettre à toute personne amenée à manager une équipe de comprendre l'autre partie de sa mission.

Ce séminaire est issu des travaux les plus récents sur le leadership, le coaching, la dynamique des groupes, le management situationnel.

Programme

· Qu'est-ce que le coaching et comment peut-il contribuer à l'amélioration de la performance ?

· Quels sont les outils du coaching ?
· Quelle méthodologie opérationnelle en entreprise ?

· M.E.N.T.O.R

MENTOR

Mesurer le décalage entre ce que fait mon collaborateur et ce qu'il devrait faire

Écouter mon collaborateur

Négocier un plan de progrès

Tirer la compétence et la motivation vers le haut

Organiser le suivi

Reconnaître la réussite.

Comment mener un entretien de

coaching ?

Comment devenir un manager coach ?

Quel manager suis-je ?

Pédagogie

Ce séminaire est basé sur une pédagogie active. Il implique une forte participation des stagiaires. Des exercices, des tests, des jeux de rôles permettent d'intégrer un contenu riche.

Dates : 20, 21 Octobre 2014 à Brazzaville

Contact : 066506492 ; mail : imetainstitut@yahoo.fr



Institut Africain de
Perfectionnement et de
Renforcement des Capacités

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91

E-mail : inscription@iprc-training.org

Site web : www.iprc-training.org

BP: 537 Brazzaville - République du Congo

FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus ou par email.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
EP13	Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement	5 jours	03 au 07 novembre 2014
GMP02	Passation des marchés publics (Travaux, fournitures et services)	5 jours	10 au 14 novembre 2014
EP01	Gestion efficace des archives et classements	5 jours	17 au 21 novembre 2014
BTP01	Assurer la fonction de chef de chantier Bâtiment et travaux publics	4 jours	24 au 27 novembre 2014



bisso kaka na sima Diables Rouges !

Le Mercredi, 15 Octobre 2014 à Polokwane en Afrique du Sud,
restons **tous unis avec les Diables Rouges.**

airtel, sponsor officiel des Diables Rouges

 <https://www.facebook.com/airtelcongob>  @airtel_congob



airtel
*le réseau
qui nous unit*

PROGRAMME DES OBSÈQUES

M. Jules César Ollébi, agent des *Dépêches de Brazzaville*, M. Hollywood Rohabb Héritier Clotaire MONGOUANGO, les familles : MANIOBO, EVONGO, MIDIKO, MOSSAMA, MOUNEMELE, MONGUEMBE, BONGONGUY, BONDONGUY, MOTENDA, ENIAMOLAT, MOWANGUI, Mme Bazinga Euphrasie et les enfants MONGOUANGO informent les parents, amis et connaissances du décès de leur enfant l'adjudant MONGOUANGO Jean Louis de la Garde républicaine survenu le Mardi 7 octobre 2014 à l'hôpital militaire Pierre Mobengo à Brazzaville suite d'une maladie. Le programme des obsèques est prévu pour le vendredi 17 octobre 2014.



IN MEMORIAM



25 octobre 2009 - 25 octobre 2014, jour pour jour que notre cher père Maybe-Yomet Koumbat-Koumbat a été porté en terre au cimetière familial de Ponga (Kibangon) son village natal, rappelle à Dieu le 11 octobre 2009 à Pointe-Noire. En ce jour mémorable chargé de souvenirs, nous filles et fils de l'illustre disparu associons notre profonde douleur à celle des parents et amis qui l'ont connu et aimé tout en sollicitant de tous une pensée pieuse pour sa mémoire. Papa que ton âme repose en paix. Nous ne t'oublierons jamais. Tes enfants Koumbat-Koumbat

APPEL D'OFFRE

La société CONGO IRON SA, société de droit congolais N° RCCM CG/BZV/06B1 porte à la connaissance du public qu'elle lance un appel d'offre pour ses opérations de transit et de douanes dans le cadre de ses activités d'exploitation du Minerai de fer de Nabemba dans la région de la Sangha. Les dossiers de candidature doivent comprendre :

- L'agrément de commissionnaire en douane Cemar
- NIU
- RCCM
- Patente à jour
- Carte de commerçant
- SCIEN,
- Les références des sociétés avec lesquelles vous travaillez
- Preuve d'un crédit d'enlèvement
- Preuves de souscription aux assurances requises (dégâts matériels, perte et/ou vol, Responsabilité Civile)
- Agrément CEMAC avec au

Registre de commerce No. RCCM CG/BZV/06B1
70, Avenue Professeur Locko-Mafouta (Entre l'Ambassade des USA et l'Institut de la Jeunesse et des Sports)
Brazzaville BP 1371 - République du Congo
Tel: +242 22 281 0637
info@congoiron.net

moins deux (2) années d'existence et d'exercice dans le domaine du transit/douanes;

- Etre en règle avec l'administration publique en général, avec la CNSS et l'administration fiscale en particulier.
- Bénéficiaire du régime de crédit d'enlèvement (IM9) et de transit (IM8) serait un avantage ainsi que du CV ou des CVs des personnes qui prendront en charge les dossiers de Congo Iron.

N.B.: Les sociétés désireuses sont priées de bien vouloir retirer le dossier complet de l'appel d'offre au siège social de Congo Iron, sis au 70 Avenue du Professeur Locko-Mafouta (entre l'Ambassade des USA et l'Institut de Jeunesse et des Sports). La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 31 octobre 2014 à 17H30.

LA DIRECTION

Découvrez le succès avec SMU

Classée parmi les meilleures universités de l'Inde

(Accréditée par le Conseil National d'Accréditation, du Ghana)

Classée No. 1
Le choix de l'étudiant
Carrières 360 Surve, Yahoo!



SMU est une université gouvernementale de l'État Indien, constituée en vertu de la Loi législative IX de 1995 de l'État Sikkim - Inde ► Reconnue par UGC-Inde ► Membre de l'Association des universités de l'Inde (AIU) ► Membre de l'Association des universités du Commonwealth.

Rentrée Universitaire - Octobre 2014

A INFORMATIQUE

- License en Informatique (LTI)
- Maîtrise en Informatique (MTI)

B GESTION

- License en Administration des Affaires (LAA)
- Maîtrise en Administration des Affaires (MAA)

C JOURNALISME ET COMMUNICATION

- License en Arts de Journalisme et de Communication (LAJC)
- Maîtrise en Arts de Journalisme et de Communication (MAJC)

CARACTÉRISTIQUES

- 750 centres d'apprentissage.
- 400.000 nouveaux étudiants et 500.000 anciens
- 13 disciplines dans 4 universités et 30 collèges.
- Assistance pour l'obtention de stage offert
- Diplômes internationalement reconnus
- Interaction régulière avec le monde du travail
- Plus de 5 ans d'excellence dans le domaine de l'éducation



- ☞ Emplacement pratique
- ☞ Personnel enseignant expérimenté
- ☞ Soutien E-Learning 24H x 7J
- ☞ Matériel de cours gratuit
- ☞ Formulaire d'admission GHc 40
- ☞ Accréditation mondiale

Expérimentez l'apprentissage interactif 24/7

EduNxtTM
www.smude.edu.in/edunxt

Pour renseignements, s'il vous plaît contactez

SMU

**Sikkim Manipal University
Centres d'étude au Ghana**

- Academic City Campus, Abena Ateaa Towers Ring Road Central, Accra, Tel: +233-302-253630/31
- Kumasi Campus: 2nd Floor, CityStyle Building, Hudson Street, Near Baba Yara Stadium, Tel: +233-322-030265
e: info@smughana.com; web: www.smughana.com

#MakeThingsBetter
cg.total.com

Rendre l'énergie accessible à 50 millions de personnes d'ici 2020
grâce au programme Total Access to Energy

ENGAGÉ POUR UNE ÉNERGIE MEILLEURE



TOTAL
COMMITTED TO BETTER ENERGY

COMMITTED TO BETTER ENERGY = Engagé pour une énergie meilleure

PRÉVENTION D'EBOLA

Une réunion sur les contrôles aux frontières prévue jeudi à Bruxelles

Afin de coordonner la prévention face au risque de propagation en Europe, les ministres de la Santé de l'Union européenne ont été invités à participer jeudi prochain à Bruxelles, en Belgique, à une réunion portant notamment sur les contrôles aux frontières.

Pour l'heure, s'il n'y a que la Grande-Bretagne qui a établi, depuis le 10 octobre, des contrôles à l'arrivée dans ses principaux aéroports et gares, suivant les exemples américain et canadien, la France a de son côté annoncé le lundi 13 octobre par le biais de la ministre en charge de la Santé, Marisol Touraine, à l'issue d'une réunion à l'Élysée que Paris réfléchissait à l'envoi de moyens humains et matériels supplémentaires en Afrique de l'Ouest pour lutter contre l'épidémie d'Ebola, ainsi qu'à l'instauration de contrôles sanitaires à l'arrivée des vols directs en provenance de la Guinée Conakry. « Nous allons réfléchir à l'envoi de professionnels de santé et de struc-

tures de soins ainsi que de traitement supplémentaires au-delà de ceux qui ont déjà été annoncés, en Afrique de l'Ouest et tout particulièrement en Guinée », a déclaré la ministre de la Santé. « Nous réfléchissons à l'éventualité d'un développement des contrôles à l'arrivée des vols directs de Conakry (...) si la situation appelle ce type de mesure », a-t-elle insisté.

Marisol Touraine a rappelé que la France a déjà pris des mesures qui s'imposent pour faire face à la progression de l'épidémie Ebola dont la peur ne cesse de gagner l'Europe depuis que les deux premières contaminations hors d'Afrique ont été signalées aux États-Unis et en Espagne. « Les contrôles importants se font à l'embarquement car c'est là que nous sommes absolument certains de pouvoir contrôler l'état de santé des personnes (...). La vigilance est extrême sur le territoire français », a-t-elle assuré, soulignant qu'il n'y avait jusqu'à l'heure actuelle aucun malade d'Ebola ou cas suspect en

France. Seule une infirmière de Médecins sans Frontières qui avait contracté la maladie au Liberia a été soignée en France où elle est désormais guérie.

Lors d'une réunion des dirigeants des pays touchés et experts, organisée le même jour par la Banque mondiale, il a été reconnu qu'Ebola paralyse effectivement les fonctions économiques vitales des États concernés. Malgré cela, le directeur des politiques et programmes du Programme des Nations unies pour le développement, Magdy Martínez-Soliman, qui est en tournée cette semaine en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone, estime qu'il est possible d'éviter « une paralysie » si la communauté internationale agit davantage maintenant pour assurer que des années d'efforts de développement déjà engagés ne soient pas compromis. Rappelons que l'épidémie Ebola a déjà fait plus de 4.000 morts sur quelque 7.400 cas recensés dans sept pays, essentiellement au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée.

Nestor N'Gampoula

ENQUÊTE

Le gaspillage des aliments coûte cher à la planète

Selon les experts, produire à manger, le vendre, le stocker ou le jeter pèsent aussi lourdement sur les économies du monde.

À l'approche de la Journée mondiale de l'alimentation, ce jeudi 16 octobre, les spécialistes tirent la sonnette d'alarme sur une donnée pas suffisamment prise en compte dans la chaîne économique liée à la production alimentaire. La lutte contre la faim prend en compte toutes sortes de chiffres et de relevés. Mais elle devrait aussi s'intéresser au prix non seulement des produits vendus mais aussi au coût de ceux qui sont jetés ou perdus. Car pour toutes sortes de raisons, l'aliment sorti des champs agricoles n'est pas toujours assuré de finir dans une assiette et, donc, dans l'estomac des consommateurs.

Le spécialiste alimentaire italien Andrea Segrè estime que chaque année, c'est 30% de la production mondiale d'aliments qui finit à la poubelle. « La seule valeur commerciale d'un tel gâchis dépasse les 1000 milliards d'euros », soutient-il. Pour son pays l'Italie, qui fait pourtant partie du « Top Ten » des puissances mondiales, cela lui coûte annuellement un tiers de PIB, produit intérieur brut (2060 milliards l'an dernier).

Naturellement, dans un monde où près d'un milliard d'humains souffre encore de la faim, il est incompréhensible que l'on produise des biens alimentaires pour ne pas les consommer. Et ce paradoxe ne touche pas que les seuls pays de bien-être, frappés par la surconsommation. Même dans les pays et les continents qui souffrent le plus de la faim, ce gâchis existe. Qu'il se présente sous la forme de biens mal ou pas du tout conservés, ou qui pourrissent sur pied du

fait des guerres, des instabilités et du manque d'infrastructures pour l'évacuation vers les marchés locaux, il s'agit d'un manque réel. Que devient une aubergine produite à Zanaga si elle ne doit arriver sur le marché de Tié-Tié à Pointe-Noire ou de Mougali, à Brazzaville, qu'au bout de sept jours ? Elle est transportée dans des conditions qui ne garantissent pas sa fraîcheur ? À cela, il faut ajouter l'étroitesse des marchés locaux et le manque de diversifications agricoles. Tout le monde a vu des montagnes de safous jetés aux abords des marchés quand vient la saison de ce fruit pourtant prisé. Si l'ananas peut tenir au moins une semaine ou encore l'orange ; si le poisson non vendu peut être fumé et conserver plus longtemps, il n'en est pas de même pour des produits fragiles comme la banane, le safou ou l'avocat. À une plus grande échelle encore, la production agricole des pays africains se heurte, lorsqu'elle cherche à s'exporter aux normes d'un marché occidental qui n'accepte que les mangues, les carottes, les bananes et même les ananas d'un certain calibre. Trop gros ou trop petits, trop rouges ou pas suffisamment, ils ne sont pas acceptés dans un supermarché où l'acheteur est habitué à ne trouver le concombre que sous une forme et pas une autre.

Tout ce qui ne respecte pas le standard édicté est promis à être déversé dans une fosse : une perte aussi en argent. Nourrir la planète passe donc aussi par mieux produire, mieux conserver et mieux transporter les aliments.

Lucien Mpama

TOURISME AFRICAIN

Une industrie en pleine croissance

L'industrie touristique de l'Afrique affiche 5,4% de croissance pour 56 millions de visiteurs en 2013. Le continent représente désormais 3% du tourisme mondial en termes de recettes. Pour 2014, on prévoit une croissance entre 4 et 6%. Une croissance qui devrait se poursuivre pour atteindre 7% de parts de marché mondial d'ici 2030.

Le Maghreb est la région d'Afrique la plus visitée

Le Maroc est le pays le plus visité du conti-

nent en 2013 avec plus de 10 millions de touristes, soit une croissance de 7,2 en une année ; suivi par l'Afrique du Sud, avec 9,5 millions de visiteurs, soit une augmentation de 3,5% ; le troisième est la Tunisie avec 6 millions de visiteurs et 5,3% de croissance. Le pays remonte la pente après l'effondrement du secteur en 2011 ; l'Algérie se classe à la quatrième place avec 2,7 millions de visiteurs, soit 3,7% de croissance. L'Afrique de l'Est et l'Afrique australe sont

les régions d'Afrique subsaharienne les plus visitées, notamment le Mozambique, qui occupe la cinquième place, suivi du Zimbabwe, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie.

Le secteur touristique couvre 9% du PIB mondial, soit un emploi sur onze dans le monde. La France est le pays le plus visité au monde avec 83 millions de touristes, et la Chine le premier émetteur de touristes.

Noël Ndong

AVIS

Mme Armelle Mounzéou prie M. Bienvenu Nganongo Ngakala de bien vouloir se présenter d'urgence aux Dépêches de Brazzaville (en face de la CFAO, Mpila-Gare) pour une affaire le

concernant. Toute personne ayant lu le présent avis le connaissant est priée de l'en informer. **Contact : 04.016.08.55 / 05.533.43.86**

AIRFRANCE
FRANCE IS IN THE AIR



AU DÉPART DE POINTE NOIRE

**HONG KONG
GUANGZHOU**

AIRFRANCE KLM WWW.AIRFRANCE.CG

Tarifs aller/retour, disponibles jusqu'au 18/11/2014, toutes taxes comprises et hors frais de service en date du 07/10/2014. Envolez vous entre le 08/10/2014 et le 30/11/2014 pour un séjour de 7 jours à 1 mois. Offre soumise à conditions et modifiable sans préavis. Renseignez vous auprès d'Air France au 05 531 21 51, de votre agence de voyages ou sur www.airfrance.cg

À PARTIR DE

815 600 FCFA TTC A/R
722 100 FCFA TTC A/R

Le général Babacar Gaye exhorte les Centrafricains à se tendre la main

Le chef de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation de la Centrafrique (Minusca), général Babacar Gaye, a exhorté lundi 13 octobre, les Centrafricains à surmonter eux-mêmes leurs divergences. Car selon Babacar Gaye, les forces internationales ne pourront pas régler la crise sans réconciliation nationale.

« Sans doute allons-nous démanteler les barricades, sans doute allons-nous nous en prendre à ceux qui ont des armes, mais ça ne suffit pas », a fait savoir le chef de la mission onusienne. Cependant dans certains axes de la capitale Bangui, des barricades sont encore visibles, suite aux affrontements intercommunautaires de la

semaine dernière.

Après une rencontre avec le ministre centrafricain des Affaires étrangères, Toussaint Kongo Doudou, le général Babacar Gaye, a fait savoir que la population centrafricaine doit comprendre que déployer des soldats dans la rue ne signifie pas systématiquement le retour de la paix.

« Il y a un problème de réconciliation, il y a un problème de cohabitation entre les communautés et un problème de sursaut dans la population, dans les élites pour remettre ce pays sur les rails. C'est le peuple centrafricain qui doit le faire. Nous sommes là pour l'accompagner », a insisté le chef de la mission onusienne pour la paix en Centrafrique.

Il a ajouté également que l'insécurité généralisée que connaît le pays menace même ses propres personnels

: « Les personnels des Nations unies se sentent en insécurité parce qu'on leur a tiré dessus », a affirmé le responsable onusien.

Par ailleurs, Babacar Gaye a dit comprendre les inquiétudes de la population quant à l'efficacité de la mission des Casques bleus dans le pays. « Ce n'est quand même pas la faute des Nations unies si dans cette ville, chaque fois qu'on attrape quelqu'un on le tue, on le dépèce », s'est expliqué le chef de la Minusca.

Les violences qui ont éclaté mardi 7 octobre ont fait au moins 10 morts, de nombreux blessés et des milliers de déplacés. Un retour timide à la normale était constaté lundi à Bangui où les conducteurs des taxis et bus, qui s'étaient mis en grève, ont repris leurs activités, même si des barricades leur interdisaient toujours certaines

avenues.

Seulement, une banque de la place, les marchés, les commerces et quelques entreprises ont rouvert, mais toute l'administration publique reste paralysée. Les Banguiçois hésitent encore à reprendre le chemin du travail. Hormis ces violences de la rue, la Centrafrique connaît une crise institutionnelle sans précédent, marquée par des conflits d'intérêt. En effet depuis le mois dernier, l'exécutif de la transition, dont la présidente de transition, Catherine Samba Panza est accusé d'avoir détourné une partie de don accordé par l'Angola.

Le lundi 13, le premier ministre de transition, Mahamat Kamoun devait passer devant le CNT, le parlement de transition pour s'expliquer sur la disparition supposée d'une partie de l'enveloppe, soit 1, 132 milliard de

FCFA. Seulement, les conseillers nationaux ont attendu toute la journée en vain, le passage du chef du gouvernement. Le président du CNT, Ferdinand Alexandre Nguendet a évoqué le risque de retrait de confiance du parlement au gouvernement, si ce dernier ne prend pas sa responsabilité.

Face à cette tension, la présidente Catherine Samba Panza a entamé mardi 14, une série de rencontres avec les forces vives de la nation, la société civile, les partis politiques y compris.

Selon le programme diffusé à la radio nationale, Samba Panza recevra tour à tour des délégations pendant une demi-heure, chaque jour à 9 heures, heures locales de mardi à vendredi.

Fiacre Kombo (Stagiaire)

BANGUI

Le Rongdh condamne les violences de la semaine dernière

Dans un communiqué de presse publié le 12 octobre dernier, le Réseau des ONG de promotion et défense des droits de l'homme (Rongdh), a condamné les derniers actes criminels survenus en Centrafrique. Cette ONG exige aux autorités et à la communauté internationale le désarmement des forces non conventionnelles.

Le communiqué part du constat selon lequel, depuis l'accord de cessation des hostilités signé le 23 juillet à Brazzaville, les violations des droits de l'homme, notamment, les meurtres, assassinats, menaces sur les défenseurs des droits de l'homme, incendies des maisons n'ont pas cessé dans le pays.

Le coordonnateur national adjoint du Rongdh, Mathias Barthelemy Morouba, signataire de ce document, a rappelé que c'était avec soulagement que le peuple centrafricain a accueilli le vote de la résolution 2149 autorisant le déploiement des Forces de maintien de la paix en RCA. Malheureusement, dit le communiqué : « malgré cette résolution, les forces négatives continuent de défier la Communauté internationale en posant des actes ignobles, pour rallonger la souffrance des paisibles populations qui n'aspirent qu'à vivre en paix ».

Le Réseau des ONG de promotion et défense des droits de l'homme dit condamner les récents événements de Bangui et des provinces de la RCA. Pour l'ONG, ces

actes ne font que ternir l'image de la République Centrafricaine.

Le Réseau invite les autorités centrafricaines, les forces internationales présentes en Centrafrique de tout mettre en œuvre pour désarmer les forces négatives conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

Le communiqué demande l'implication de toute la classe politique et du gouvernement de transition dans la résolution de la crise actuelle.

Cette déclaration fait suite à la flambée de violence enregistrée ces derniers jours à Bangui.

Bangui : recrudescence de braquages dans plusieurs quartiers de la capitale Les scènes de braquages et de vol ne cessent d'être enregistrées de jour en jour dans les arrondissements de Bangui. Les présumés auteurs de ces actes profitent de la recrudescence de violences dans la capitale centrafricaine pour agresser la population. Ces faits sont déplorés par les habitants de la capitale.

Presque dans tous les arrondissements de la ville de Bangui, ces braquages sont enregistrés. Dans le 8^e arrondissement, précisément dans les quartiers Gobongo, Galabadja, Combattant, ce sont des vols de téléphones et des motos par des hommes armés assimilés aux Anti-Balaka qui sont notés. Par contre dans le 6^e arrondissement, précisément à Pétévo, on enregistre des cas de vols, des rackets et des braquages. Le commissariat de cet arrondissement serait aussi pillé en partie par des

Anti-Balaka. Les éléments de la gendarmerie et de la police centrafricaine avec le concours de certaines victimes ont réussi à mettre la main sur neuf présumés auteurs de ces actes.

« Dimanche vers 8 heures du matin, les Anti-Balaka ont pillé 12 maisons dont 8 des civiles et 4 appartenant aux militaires. C'est ce qui a poussé les victimes, la population du quartier Linguissa, les éléments de la gendarmerie et de la police à mettre la main sur eux après un échange de tirs », a rapporté la source. Cette situation est aussi signalée dans le 7^e arrondissement où des motos et des véhicules ont été emportés. « Le samedi dernier, les Anti-Balaka de Boy-rabe ont fait irruption, ils ont pris ma voiture de fonction jusqu'à l'heure actuelle, je ne l'ai pas encore retrouvé. Plusieurs motos ont été également emportées », a témoigné l'Apôtre Kpeko Damona, l'une des victimes du cas de braquage dans le secteur. Les cas des braquages et vols à main armée indignent une partie de la population. « Je ne comprends pas ce que font les forces internationales et la gendarmerie nationale face à ce danger. La politique d'interposition n'est pas la bonne. Leurs missions c'est de désarmer et non d'appliquer la mesure de confiance et de laisser les groupes armés faire », a déploré un habitant de Bangui. La recrudescence de ces actes est intervenue au moment où la capitale a connu une flambée de violences, entraînant des barricades dans plusieurs quartiers de Bangui.

BERBERATI

L'ONG Acppdh déplore les cas de violation des droits de l'homme

Plusieurs cas de violations des droits de l'homme ont été enregistrés dans la ville de Berberati ces derniers temps. Un constat fait par l'Association centrafricaine pour la promotion et la protection des droits humains (Acppdh), qui entreprend des campagnes de sensibilisation sur les droits de l'homme auprès de la population de cette ville.

Le constat a été fait suite aux campagnes de sensibilisation dans toute la ville. « Les cas des viols, de tortures physique et morale, la corruption et autres formes de violences sont récurrents dans la ville de Berberati », a expliqué Didier Babezolo, président de cette association. Pour lui, ce sont ces cas de violations des droits de l'homme qui ont poussé son organisation à organiser les campagnes de sensibilisation dans la ville.

« À l'issue des campagnes de sensibilisation, nous avons mis en place des sous-bureaux dans certains arrondissements de la ville. Ces structures vont à leur tour sensibiliser la population sur la notion des droits de l'homme, car la méconnaissance de ses droits et le non-respect est une maladie », a-t-il ajouté. L'Association centrafricaine pour la promotion et la protection des droits humains (Acppdh), est créée le 27 septembre 2006 dans la ville de Berberati. Elle a pour objectif d'éduquer, de sensibiliser et d'informer la population sur les droits de l'homme. Elle a 3 sous-bureaux dans cette

localité.

Le personnel de la mairie reprend le travail après 16 jours de grève

Les agents de la Mairie de la ville de Berberati (ouest du pays), ont repris le travail lundi 13 octobre après le paiement d'un mois de salaire sur les 52 revendiqués.

Suite à une réunion convoquée le 10 octobre dernier, Albert Nakombo, maire de la ville de Berberati a exhorté le personnel à reprendre le travail. Il a aussi expliqué que le paiement d'un mois de salaire est l'effort fourni par le service minimum qu'il avait mis en place.

« Nous avons fait de nos mieux pour répondre à une partie de revendication du personnel, avec les recettes de la mairie. Nos ressources locales vont désormais nous aider à payer régulièrement le salaire afin d'éviter le pire », a dit Albert Nakombo.

Selon lui, la mairie de Berberati connaît un sérieux problème financier.

Les recettes de cette institution ne couvrent plus la masse salariale qui s'élève à plus de trois millions de franc CFA. Il a aussi souligné que la Mairie n'a reçu aucune subvention de l'État depuis deux ans. « Mieux vaut ça que rien. Nous allons reprendre les activités en attendant de voir la promesse faite par le maire », a expliqué un agent de la municipalité. Les agents municipaux sont entrés en grève depuis le 27 septembre pour revendiquer le paiement de leurs arriérées de salaire qui s'élèvent à 52 mois.

GAROUA-BOULAÏ

Ouverture de la frontière Cameroun-RCA

La population a repris les activités depuis trois jours à Garoua-Boulai, ville frontalière entre la Centrafrique et le Cameroun. Toutefois, certains habitants déplorent le fait que leurs maisons et des kiosques qui se trouvent entre les deux barrières ont été détruits par des soldats camerounais, suite à l'incident qui les a opposés avec les miliciens Anti-Balaka.

Selon une source proche de la douane centrafricaine, c'est pour rendre l'espace entre ces deux barrières libre, que

ces maisons ont été détruites. « Ces maisons, appartenant aux centrafricains et aux camerounais ont été détruites », a-t-il fait savoir cette source avant de spécifier que cet espace entraînait des disputes.

« Si certains propriétaires se plaignent, c'est parce qu'ils n'ont pas été avertis. Ils ont été surpris et c'est au moment où les machines commençaient à détruire les maisons que certaines personnes ont pu récupérer quelques bagages », a-t-elle ajouté. Les activités ont repris, les commerçants centrafricains font des

achats et repartent chez eux. « Mais, on constate qu'il y a la peur parmi la population qui est à majeure partie terrée chez elle », a fait savoir un habitant de la ville.

« Les véhicules transportant les effets des Nations unies ont aussi traversé la frontière et quelques conteneurs, à destination de la ville de Bangui », a-t-il poursuivi.

La frontière entre la Centrafrique et le Cameroun a été fermée suite aux heurts qui ont opposés les soldats camerounais aux miliciens Anti-Balaka la semaine dernière.

BOSSÉMBÉLÉ

Timide reprise des activités

Le calme semble revenir dans la ville de Bossémbélé depuis le début de la semaine, après des détonations d'armes entendues dans cette localité dimanche 12 octobre. Ces tirs ont été faits par des éléments de la Minusca en partance pour la ville de Bouar. La population qui a pris fuite pour se réfugier dans la brousse commence à sortir de sa cachette.

D'après un habitant joint depuis Bossémbélé, c'était aux environs de 15 heures que le contingent Bengladesh de la Minusca, qui quittait Bangui à destination de Bouar a commencé à tirer à sept kilomètres de la ville. « Ils ont tiré jusqu'en pleine ville. Pris de peur, les habitants ont fui pour se cacher dans la brousse », a relaté un habitant. Une source du contingent congolais de la Minusca, basé à Bossémbélé, a fait savoir que le contingent Bengladesh a confondu la barrière du péage à l'entrée de la ville à celle des Anti-Balaka, donc il fallait tirer pour les dissuader. « Cette situation a failli la riposte des éléments de la Minusca de Bossémbélé

qui se sont mis en alerte croyant que c'était une attaque visant la ville », a ajouté la même source. De leur côté, les Anti-Balaka de cette localité ont fait savoir qu'aucune barrière n'a été érigée sur l'axe Boali-Bossémbélé. Le médecin de la ville de Bossémbélé, Eugène Kanga a indiqué qu'aucun blessé grave n'a été enregistré à l'hôpital, « sauf une femme enceinte qui a prématurément accouché suite aux détonations ». Le Rjdh a tenté sans succès de joindre les éléments de la Minusca pour leur version des faits.

Réseau des journalistes pour les droits de l'homme



Toujours à l'écoute



CE MERCREDI
22 OCTOBRE
à 10H00

FORUM

POUR LE DEVELOPPEMENT DU GROUPE
AZUR TELECOM

au
LEDGER
PLAZA
BRAZZAVILLE

Opérateur GSM
Afrique centrale-(CEMAC)

Une opportunité à saisir d'investir dans un secteur en pleine expansion pour tous les décideurs: banques, institutionnels, fonds d'investissement, opérateurs économiques, investisseurs individuels...



A la principauté de Monaco, lors de la signature du partenariat. Mr Martin Peronnet DG Monaco Telecom et Mr Jean Bruno OBAMBI PDG du Groupe Azur Telecom

AZUR CONGO

- Lancement du réseau : 2010
- Licence : 2G
- Durée de la licence : 15 ans
- Nombre d'abonnés : 415 000

AZUR GABON

- Lancement du réseau : 2009
- Licence : 2G
- Durée de la licence : 10 ans
- Nombre d'abonnés : 259 000

AZUR CENTRAFRIQUE (RCA)

- Lancement du réseau : 2008
- Licence : 2G, WIMAX, 3G
- Durée de la licence : 25 ans
- Nombre d'abonnés : 290 000

CONTACTS

+242 01 1500 008
+242 01 1500 009
+242 01 1500 200



AZUR-CONGO



ForumGroupeAzur



ForumGroupeAzur



Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous **accompagnons** pour tous vos **besoins** en **assurances**.

- ASSURANCE AUTOMOBILE
- ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
- ASSURANCE MALADIE
- ASSURANCE VOYAGE
- ASSURANCE TRANSPORT
- ASSURANCE GLOBALE BANQUE
- ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
- ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
- ASSURANCE INCENDIE
- ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
- ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
Protégez votre entreprise dès maintenant!

AfricaContact



Promotion spéciale

Ordinateurs portables acer

> Acer Aspire E1-570



Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

> Acer Celeron (Couleur Rouge)

> Acer Celeron (Couleur Grise)



Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

> Acer Aspire V5-131



Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC



Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com



APPEL À CANDIDATURE

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité – Travail – Progrès
Parc National d'Odzala-Kokoua
Unité de Gestion
BP 62, Brazzaville
République du Congo
www.african-parks.org

Contexte

En novembre 2010, un accord de partenariat public-privé a été signé entre African Parks Network (APN) et le Gouvernement du Congo, par l'entremise du Ministère du Développement Durable et de l'Économie Forestière pour la gestion et le financement durable du Parc National d'Odzala Kokoua (PNOK), pour une période de 25 ans. La gestion du PNOK est depuis sous la responsabilité d'une nouvelle entité de gestion : la Fondation Odzala-Kokoua, qui fonctionne à travers une Unité de Gestion et un Conseil d'Administration composé des membres représentants APN, le MDDEF, le Réseau des Aires Protégées d'Afrique Centrale (RAPAC), Leadership Conservation for Africa (LCA), un représentant des communautés locales Nord du Parc et un représentant des communautés locales Sud du Parc. Dans cette optique, la Fondation Odzala-Kokoua a l'entière responsabilité de gestion du PNOK pendant 25 ans. Le PNOK situé dans le bassin du Congo, au nord-ouest de la République du Congo couvre une superficie de 1 354 600 hectares. Les valeurs patrimoniales du parc comprennent plus de 100 clairières, la population de gorilles de plaine et d'éléphants de forêt. La vision à long terme pour la gestion du PNOK est la conservation d'une large étendue de forêts et de savanes à travers une diversité de paysages où toute exploitation se fait d'une façon durable, sous une bonne gouvernance qui inclut un cadre institutionnel de gestion des ressources naturelles.

Intitulé du poste :
Directeur du Parc

Lieu d'affectation:

Quartier Général du Parc à Mbomo

Durée du contrat:

3 ans renouvelables (période d'essai de 6 mois)

Superviseur(s) :

Joint Operations Director, African Parks

Supervisé(s) :

Chefs de services de l'Unité de Gestion du Parc :

- Logistique et gestion des infrastructures
- Conservation et Lutte anti Braconnage
- Administration et Finance
- Gestion des relations avec les communautés
- Recherche et Monitoring

Missions/tâches principales :

- Mettre en œuvre les décisions du conseil d'administration
- Assurer l'organisation du conseil d'administration (CA) sans droit de vote
- Gérer la stratégie du Parc en ligne avec l'accord de partenariat susmentionné
- Exécuter les plans de travail et les budgets annuels et quinquennaux approuvés par le CA
- Coordonner la gestion administrative, financière et matérielle du parc suivant les procédures APN
- Coordonner les activités de lutte anti braconnage
- Coordonner les activités de recherche et monitoring
- Coordonner les activités de conservation communautaire
- Promouvoir et maintenir les bonnes relations de travail avec toutes les parties concernées et les communautés locales
- Assurer le reporting

Profil recherché:

Une longue expérience dans la gestion des parcs et une variété de compétences comprenant la planification stratégique, la gestion financière et des ressources humaines, la gestion sur le terrain des opérations de lutte anti braconnage, la gestion des conflits, la gestion des communautés et des relations avec le Gouvernement et les bailleurs de fonds

Autres compétences

- Forte intégrité
- Rigoureux
- Forte capacité en gestion des hommes
- Compétence en finance
- Diplomate et capacité de gérer les relations avec le Gouvernement
- Leadership
- Complètement bilingue (Anglais et Français)

Dossier de candidature

Dossier : Lettre de motivation et CV avec photo
Adresses de dépôt de candidatures
• Envoi à l'adresse suivante par courrier recommandé :
Attention Monsieur Guy Loungou
227 rue Campel, ravin du Tchad
Brazzaville
République du Congo
Remise à Monsieur Loungou Guy (téléphone : +242 05351 80 97) sur décharge réciproque.
• Par courriel en format PDF (moins de 3 Mo) à l'adresse suivante : guyl@african-parks.org
Date limite de dépôt de candidature : Lundi 27 octobre 2014

FRAUDE DOUANIÈRE ET CORRUPTION

Deux organisations plaident pour le renforcement de la lutte contre l'impunité

Elles soutiennent l'organisation d'une audience en procédure de flagrante contre des agents de la direction provinciale du Katanga des douanes et accises ainsi que d'un responsable d'une agence en douane, pour contrebande en matière douanière, corruption et usage de faux.

Dans un communiqué conjoint publié la semaine dernière, la Ligue congolaise de lutte contre la corruption (Licoco) et Ressources naturelles pour le développement (RND) demandent à toutes les parties concernées directement ou indirectement dans cette affaire, de laisser la justice faire son travail indépendamment et sans interférences ou pressions de tout genre. Ces organisations reconnaissent, par ailleurs, l'appui des enquêteurs des Services judiciaires, de l'Agence nationale des renseignements, de ceux de la Police des crimes économiques ainsi que ceux de la Cellule nationale de renseignement financier, dans la réussite de l'identification du réseau. Ces deux organisations de la société civile ont salué le

coup de filet réalisé par les services de renseignements et de la justice katangaise, qui ont mis aux arrêts l'inspecteur de la Direction générale des douanes et accises (DGDA)/Katanga, « autrefois intouchable », deux de ses collègues de service ainsi que le gérant d'une agence en douane, avant de diligenter une procédure de flagrante au Tribunal de grande instance de Lubumbashi.

Par contre, pour les préventions de « contrebande en matière douanière, corruption et usage de faux », la Licoco et RND exhortent toutes les autorités (judiciaires, administratives et parlementaires) concernées par cette affaire de remonter la filière de la fraude douanière au Katanga afin de démanteler et décourager ce réseau des fraudeurs au sein de la DGDA, des autres régies financières en province et au niveau de certaines institutions à Kinshasa. Sans présager de la suite de la procédure en flagrante contre les suspects dont la suite dépend du sort à réserver par la Cour suprême de justice faisant office de Cour constitutionnelle sur sa constitutionnalité ou l'in-

constitutionnalité, Ces deux ONG « estiment aussi inadmissible, voire inacceptable que le député national de la Majorité Présidentielle en fonction et élu de Kinshasa, Zacharie Bababaswe, se soit invité plus d'une fois dans des missions d'une autre institution (une régie financière dépendant du Gouvernement) en 2012, 2013 et 2014 en dehors des contrôles parlementaires, et se soit fait conséquemment payer des frais de mission sans que le Bureau de l'institution parlementaire ne bronche ».

Les deux organisations citoyennes disent, par conséquent, qu'il y a des raisons valables de croire qu'une action disciplinaire et une enquête devraient ou doivent être ouvertes par le Bureau de l'Assemblée nationale à son endroit pour en savoir plus sur son rôle dans les missions de la DGDA et du ministère des Finances effectuées au Katanga. « Il faut établir les responsabilités », ont exigé la Licoco et RND.

Une situation déjà dénoncée

Ces deux organisations de la société civile précitées affirment avoir dénoncé dans un communiqué de presse du 11 mars 2013,

un réseau maffieux agissant au sein de la filière douanière. Celui-ci serait composé, à en croire la Licoco et RND, des douaniers de la DGDA/Katanga dont Boni Lititiyo, en complicité avec le conseiller au ministère des Finances, Adelard Matata Mwamba ainsi que du député national Zacharie Bababaswe Wishiye. « Ce réseau, muni des ordres de missions officiels du ministère des Finances mais jamais ceux du bureau de l'Assemblée nationale pour ce député élu de Kinshasa, procédait par des pressions et chantages sur des entreprises minières du Katanga et des transitaires parfois en fabriquant des faux contentieux douaniers pour contraindre lesdites entreprises à effectuer des gros paiements induits en millions de dollars américains pour l'importation des biens et services », ont dénoncé ces associations qui notent qu'aucune enquête interne objective n'a jamais été ouverte ni au ministère des Finances, ni à la DGDA, ni au Bureau de l'Assemblée nationale jusqu'à ce jour contre la concussion et l'enrichissement illicite. La Licoco et RND, à l'instar d'autres

organisations de la société civile, qui disent n'avoir eu de cesse de dénoncer auprès des différentes autorités étatiques, la corruption et l'impunité qui gangrènent le monde des affaires en général et les activités douanières au Katanga en particulier, avaient loué les mérites de l'institution de la pratique de « l'aviseur » qui encourageait toute personne pouvant porter à la connaissance de l'administration douanière, les cas de fraude avérée à travers une étude minutieuse par le service contentieux, en lui faisant bénéficier d'une récompense à la suite d'un recouvrement des fonds dus au Trésor public assortis des pénalités. Mais, ces ONG notent que si cette décision a permis à la DGDA de lutter contre les pratiques de « per diem » et d'initier des procédures contentieuses réelles et ou supposées, elle a par contre démontré ses limites car elle a dû engendrer des réseaux maffieux tant au sein de l'administration douanière elle-même que parmi les personnalités influentes parfois membres des institutions de la République.

Lucien Dianzenza.

BITUBI

Les chiffres-clés de l'expo 2014

Démarrée en grande pompe le 13 octobre dans la soirée, avec deux-cent invités annoncés pour l'inauguration, la neuvième édition du salon professionnel Business to Business de Kinshasa (Bitubi ou B2B) accueille un total de 50 entreprises durant deux jours, soit du 14 au 15 octobre 2014, sur un espace de 300 m² totalement aménagé à l'hôtel Memling.

L'on attend plus de 2 500 visiteurs exclusivement sur invitation au cours de ces deux jours d'exposition. Près de 12 000 invitations sous pli fermé ont été adressées à des visiteurs. Ce cadre des affaires offre une occasion propice aux entreprises qui vendent des produits ou services aux autres entreprises. Dans le lot, l'on trouve les opérateurs évoluant dans plusieurs secteurs d'activités : bureautique, informatique, téléphonie, internet, transport (routier, fluvial, maritime, aérien, voyage et location), énergie, banques et services financiers.

La liste n'est pas exhaustive. Il s'agit d'un salon professionnel réservé aux cadres et décideurs des entreprises et sociétés privées, des entreprises publiques, des ministères, des gouvernorats et officines de l'Etat ainsi que des organisations internationales et non gouvernementales.

Si certains observateurs ont noté une timide inauguration de l'expo 2014, la situation semble avoir bien évolué au fil des heures. En effet, beaucoup d'exposants ont rejoint leurs places au lendemain du démarrage du salon. Il faut noter la diversité des produits et services exposés. Enfin, il y a huit confé-

rences sur des thèmes de haute portée économique. Pour la première journée des conférences, il y a eu des thèmes portant sur « Inga et le potentiel hydroélectrique », « la bancarisation en RDC (enjeux) » et « le tourisme des affaires en RDC ».

Le projet Inga a sans doute été le plus captivant, avec les derniers chiffres fournis à l'assistance : 6 ans pour réaliser Inga III, 7 000 emplois directs, 15 000 emplois indirects et une contribution sous forme de taxes et impôts estimée à un demi-milliard de dollars américains. Outre le volet économique, il y a un autre thème tout aussi stratégique concernant le programme national d'appui à la protection sociale et santé collective, avec l'expérience de Lisungi qui propose aux entreprises la prise en charge de leurs agents auprès de certains hôpitaux partenaires. Une bonne santé assure une meilleure productivité économique, a-t-elle expliqué.

Au niveau des retombées attendues, les organisateurs ont mis en exergue quelques opportunités d'affaires, notamment les rencontres, la fidélisation de la clientèle, la notoriété, la présentation des nouveaux produits et la diffusion des dernières informations. Dans les stands, tous les moyens de marketing sont mis en œuvre : plaquette, dépliant, cartes de visites, présentoirs, écrans plats, vidéo d'entreprise, panneaux publicitaires, animaux ludiques, etc. Le Salon Bitubi est le produit de la société Dinant SPRL, et l'agence de communication privilège a assuré l'organisation et la coordination des conférences.

Laurent Essolomwa

LIGUE DES CHAMPIONS

La CAF désigne les officiels de la finale entre V.Club et Entente Sétif

La Confédération africaine de football (Caf) a désigné les officiels de la double confrontation en finale de la 18e édition de la Ligue des champions entre V. Club de Kinshasa (RDC) et Entente Sétif (Algérie).



V.Club pourrait participer à la Coupe du monde des clubs en cas de sacre en Ligue des champions (photo Radio Okapi)

La finale aller programmée le dimanche 26 octobre au stade Tata-Raphael de Kinshasa à partir de 14h30 GMT sera officiee par l'arbitre central zambien Janny Sikazwe. L'Angolais Jerson Emiliano Dos Santos sera le premier arbitre assistant et le Zambien Bruno Tembo le second arbitre assistant. Et la finale retour le 1^{er} novembre au stade de Blida (50 km d'Alger) en Algérie sera officiee par l'arbitre gambien Bakary Papa Gassama ; il sera secondé du premier arbitre assistant Evariste

Menkouande du Cameroun et du Bambien Dickory Jawo comme deuxième arbitre assistant. Signalons que l'arbitre Bakary Papa Gassama va diriger le match de la quatrième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations

exempté du premier tour et entrera en scène en quarts de finale contre le vainqueur du match entre Auckland City FC de la Nouvelle Zélande et la formation de Tétouan du Maroc ; c'est le résultat du tirage au sort procédé par la

FIFA le samedi 11 octobre à Marrakech. Les clubs déjà assurés de prendre part à la compétition sont Auckland City FC (Nouvelle Zélande), Cruz Azul FC (Mexique), Maghreb Athletic de Tétouan (Maroc, pays hôte), Real Madrid CF (Espagne), CA San Lorenzo (Argentine).

L'on rappelle que le TP Mazembe a été le premier club africain à accéder en finale de cette

compétition en 2010, battu (0-3) par l'Inter de Milan, avec à l'époque le Camerounais Samuel Eto'o dans ses rangs. Et en 2013, c'est la formation de Raja de Casablanca qui participait en qualité de club du pays hôte qui atteint la finale, battu par Bayern de Munich (0-2). Notons que Raja avait dans ses rangs le Congolais Deo Kanda qui a quitté depuis le club pour V. Club et en passe de disputer une troisième Coupe du monde des clubs avec trois clubs différents.

Martin Enyimo

RALLYE DAKAR 2015

Présentation officielle de la moto de Frank Verhoestraete aux sponsors

La moto de Frank Verhoestraete pour le Rallye Dakar 2015 a été présentée aux sponsors, le samedi 11 octobre à Kinshasa, au cours d'une soirée organisée au Kwilu Bar à Gombe à Kinshasa.

Les amateurs des sports mécaniques et sponsors de Frank Verhoestraete étaient venus nombreux aux côtés des amis et des membres de la fédération congolaise des sports automobiles pour soutenir leur champion. Un clip de 3 minutes réalisé par le « TFD Dakar 2015 » a permis à l'assistance de suivre en un clin d'œil les activités de Frank Verhoestraete durant ces cinq dernières années. Selon le responsable du Projet, la moto congolaise du Rallye Dakar 2015 sera exposée lors de grands événements au pays avant le départ du champion congolais qui intervient le 14 décembre prochain.

Fabrice Masuka, manager du



La moto de Frank Verhoestraete présentée officiellement à Kinshasa

« Team Frank Dakar 2015 » (TFD2015) a cette occasion circonscrit le concept du « Champion 3D » qui caractérise la 4^{ème} participation de ce compétiteur congolais d'origine belge de 35 ans. Ce « Dakar 2015 », a-t-il expliqué, aura trois nouvelles dimensions pour la seule moto qui portera la bannière de la RDC. D'abord, a-t-il fait savoir, la moto de Frank sera une « moto qui ne pollue pas » ou

une « moto verte ». Le TFD2015 organise à cet effet une collecte auprès des fans de la nature qui achèteront un arbre à dix dollars pour accompagner chaque kilomètre du pilote sur les routes et pistes d'Amérique du Sud où va se dérouler la course du 4 au 17 janvier 2015. Et ces arbres seront plantés au Plateau des Bateke à quelques kilomètres de Kinshasa, à IBI Village, le premier puits

carbone africain qui s'est porté garant d'exécuter la tâche. À ce jour, IBI Village que dirige Olivier Mushiete (présent à la soirée du samedi) a réussi à planter quelque 2 millions d'arbres en 10 ans.

La seconde dimension de cette « moto utile » de Frank Verhoestraete est sociale. Elle consiste en une campagne de sensibilisation des conducteurs de taxis-motos aux bonnes règles de conduite et à la connaissance du Code de la route. Il s'agit d'une série de 25 capsules radiotélévisées de 2 minutes chacune avec des messages simples sur le ton de la bonne humeur animée par un personnage sympathique « Super Mota ». Frank le champion interviendra évidemment dans cette série pour envelopper de son aura ce feuilleton qui privilégie l'aspect pédagogique pour réduire, tant soit peu, les cas d'accidents tragiques dus au mauvais usage de la moto.

Enfin, pour cette course Frank ne

sera pas seul. Les Congolais disséminés dans toutes les provinces de la République seront avec lui en Argentine, Bolivie et Chili ; car, ils auront à le suivre chaque jour à travers la Radio Okapi. La chaîne onusienne s'est offerte pour créer une gazette de 3-4 minutes avant et pendant la compétition, de manière à faire vivre en live à ses 24 millions d'auditeurs le Rallye Dakar 2015. Il était grand temps de donner un gros coup de projecteur à l'unique participation congolaise parmi plus de 45 pays engagés en moyenne à chaque édition. Considéré comme une Coupe du monde des sports mécaniques, le Rallye Dakar connaît une forte affluence du public estimé à plus ou moins 4 millions de spectateurs en 3 pays de l'Amérique latine qui suivent la compétition, et la couverture médiatique de 70 chaînes de télévision de 190 pays qui vont diffuser l'édition 2015 de la course.

Martin Engimo

SANTÉ

Célébration de la journée mondiale du lavage des mains

Cette journée est célébrée aujourd'hui à travers le monde. « Mains propres, zéro microbe, c'est le thème que la RDC a retenu pour commémorer cette journée qui est une occasion pour sensibiliser les communautés sur l'importance du lavage des mains au savon ou à la cendre comme moyen de prévention efficace contre les maladies diarrhéiques et respiratoires.

Le Dr Didier Kawadio de la direction nationale de l'hygiène du ministère de la Santé publique, a fait savoir, au cours d'une journée d'information organisée à l'intention des journalistes grâce à l'appui du projet C-Change/FHI360 que ce geste facile, simple est un moyen efficace pour prévenir certaines maladies. C'est pourquoi, il

a appelé la communauté à faire de cette pratique une mode de vie. « Notre souci est de faire du lavage des mains une pratique, un comportement de tous les jours. Le lavage des mains sauve des vies plus que n'importe quel vaccin ou n'importe quelle intervention de santé, car il réduit de 50% le nombre de décès dû à la diarrhée et de 25% de décès dû à la pneumonie. Le lavage des mains est donc une pratique qui permet d'atteindre les OMD 4 liés à la réduction de 2/3 de la mortalité infantile ». Tout en recommandant qu'il faut se laver les mains avec du savon ou de la cendre et avec de l'eau propre qui coule, le Dr Didier Kawadio rappelle qu'il faut se laver les mains après avoir

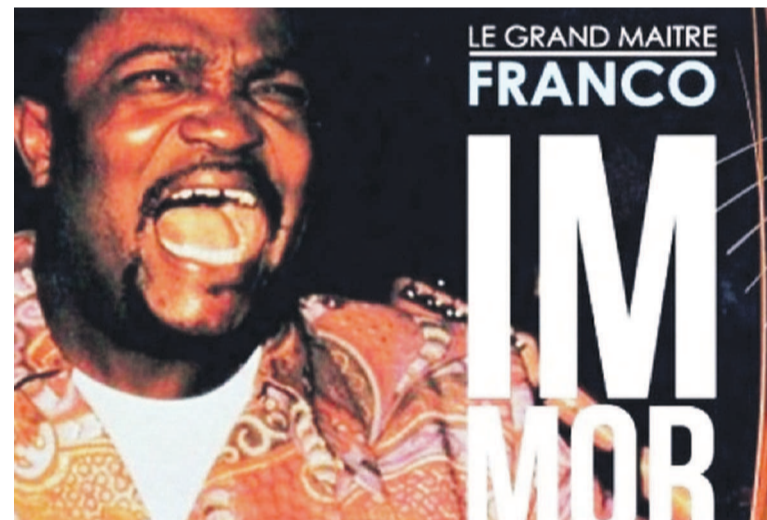
été aux toilettes ; avant de manger ; avant d'allaiter ; après avoir changé la couche de l'enfant et avant de préparer. Pour lui, il ne suffit pas seulement de laver les mains avec de l'eau mais il faut le faire avec du savon, « un savon qui mousse », insiste-t-il parce que le savon enlève la saleté grâce aux frottements des mains. En plus, ajoute-t-il, le lavage des mains est une intervention sanitaire la plus économique. « Investir 3,35\$ dans le lavage des mains est aussi efficace pour la santé que 11\$ investis dans la construction des latrines ; 200\$ dans l'approvisionnement en eau potable et plusieurs milliers de dollars américains investis dans la vaccination ».

Aline Nzuzi

COMMÉMORATION

Luambo Makiadi sous terre depuis un quart de siècle

Dimanche 12 octobre, les proches du monument de la musique congolaise disparu voilà maintenant vingt-cinq ans en Belgique lui ont rendu hommage.



Une affiche Franco Immortel

La veille de cette date anniversaire, le samedi à partir du plateau de l'émission Ces années-là, le fils de l'illustre disparu, en l'occurrence Emongo Luambo, invitait les mélomanes congolais à se souvenir de lui. Sa requête instantane se résumait à leur demander d' : « écouter ne fût-ce que pendant vingt à trente minutes, trois ou quatre morceaux de Franco sur toute l'étendue du territoire congolais ». Cet hommage qu'il a voulu national à l'icône de la rumba odemba est paru bien modeste. Il n'est assurément pas à comparer à celui rendu l'an dernier par l'entremise du vaste programme commémoratif baptisé Franco Immortel mené sous la houlette du premier ministre, Matata Ponyo Mapon.

Le dépôt de gerbes de fleur opéré en début d'après-midi au cimetière de la Gombe devenu coutumier a marqué la commémoration de ce quart de siècle. Et, le pot échangé au quartier général de l'OK Jazz, le fameux bar 1-2-

3, aujourd'hui sous la conduite d'Emongo, sous un fond musical sélectionné de manière à accompagner l'événement de manière particulière.

Il convient de signaler que trois des titres de feu Luambo passés en boucle à cette occasion sont sélectionnés dans le cadre d'un projet en cours. En effet, l'actuel patron de l'OK Jazz a fait savoir qu'ici au mois de décembre, trois anciennes œuvres de son père subiront un nouvel arrangement en studio.

Par ailleurs, Emongo a annoncé la préparation d'un grand événement prévu pour cette même période qui devrait participer à la commémoration des vingt-cinq ans de manière plus faste. La manifestation dont le thème devrait faire l'objet d'une communication officielle. Selon ses dires, l'affiche en constitution connaîtra la participation d'un certain nombre d'artistes dont l'identité sera divulguée en temps opportun.

Nioni Masela

CAN MAROC 2015

Les Léopards de la RDC à Abidjan sans Kabangu et Munganga

Deux joueurs, Dark Kabangu et Jean Munganga, ont été écartés du groupe des Léopards de la RDC qui affrontent ce mercredi à Abidjan, les Éléphants de la Côte d'Ivoire. À Abidjan depuis le dimanche, les joueurs congolais espèrent y ramener des points afin de se relancer dans les éliminatoires de la CAN Maroc 2015.

Le sélectionneur Florent Ibenge a amené vingt-deux Léopards de la RDC à Abidjan pour affronter les Éléphants de la Côte d'Ivoire, le mercredi 15 octobre 2014 au stade Houphouët Boigny de la capitale ivoirienne, en match comptant pour la 4^e journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Maroc 2015. L'on note que deux joueurs sont restés à Kinshasa, visiblement écartés du groupe, notamment, Dark Kabangu du FC MK et Jean

Munganga de V.Club. Arrivé à Abidjan le dimanche après un vol direct pris à l'aéroport de Ndjili de Kinshasa, les Léopards ont effectué leurs premières séances d'entraînement le lundi 13 octobre, dans la matinée et l'après-midi. Une troisième séance d'entraînement était prévue le mardi dans cette infrastructure sportive d'une capacité de 45 mille places et qui sera le théâtre de l'affrontement entre les deux équipes. L'on rappelle que le samedi 11 octobre au stade Tata Raphaël de Kinshasa, les Léopards s'étaient inclinés devant les Éléphants ivoiriens par un but à deux en troisième journée des éliminatoires. Les vingt-deux joueurs retenus par Florent Ibenge pour ce match sont les gardiens de but Kidiaba Muteba (Mazembe), Kudimbana Nicaise (Anderlecht/Belgique) et Lomboto Hervé

(V.Club) ; les défenseurs Mabele Bawaka (V.Club), Issama Mpeko (Kabuscorp/Angola), Cédric Mongongu (Evian TG/France), Chancel Mbemba (Anderlecht/Belgique), Gabriel Zakuani (Peterborough/D2 Angleterre), Jean Kasusula (Mazembe) et Ebunga Simbi (V.Club) ; les milieux de terrain Youssouf Mulumbu (West Bromwich Albion/Angleterre), Distel Zola (Chateauroux/L2 France), Guy Lusadis (V.Club), Lema Mabidi (V.Club), Cédric Mabwati (Osasuna/D2 Espagne), Héritier Luvumbu Nzinga (V.Club) ; et les attaquants Mubele Ndombe (V.Club), Yanick Boliasie (Crystal Palace/Angleterre), Junior Kabananga (Cercle de Bruges/Belgique), Jérémie Bokila (Terek Grozny/Russie), Jonathan Mpangi Merikani (Mazembe) et Neeskens Kebano (Charleroi/Belgique).

M.E.

PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE

Le nouveau directeur général investi dans ses fonctions

La passation de consignes entre Jean Marie Aniélé, directeur général sortant du Port autonome de Pointe-Noire et Pascal Ngotene, l'entrant a eu lieu le 13 octobre en présence de Roger Bruno Ongoly, directeur de cabinet du ministre d'Etat, ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande.

Après 17 ans de bons et loyaux services à la tête du Port autonome de Pointe-Noire, Jean Marie Aniélé, le directeur général sortant passe le témoin à Pascal Ngotene. Heureux du devoir accompli matérialisé par la modernisation du Port, Jean Marie Aniélé a plaidé pour un changement dans la continuité en demandant aux agents du port et aux acteurs portuaires d'accompagner le nouveau directeur général dans sa tâche.

Pour le directeur général entrant, le travail bien fait, la rigueur et le



La cérémonie de passation de service / Crédit photo «Adiac»

respect des textes vont guider son action. Des qualités que doivent aussi cultiver ses administrés, a-t-il souhaité, car les chantiers sont vastes et le travail abondant avec notamment les aménagements de deux ports secs, des terminaux minéraliers sans oublier les études sur la compétitivité du port et des coûts portuaires, la construction du nouveau siège administratif... Grâce au programme d'investisse-

ments prioritaires et au contexte économique favorable au niveau sous-régional et national, le port autonome de Pointe-Noire en pleins travaux de modernisation et d'extension avec le terminal à conteneurs entièrement aménagé devient un des principaux ports en eaux profondes du Golfe de Guinée capables d'accueillir des navires de grands tonnages.

Hervé Brice Mampouya

CÔTE MATÈVE/NGOYO

Un marché de proximité pour la population

Érigé sur l'aire périurbaine de Ngoyo, plus précisément après le péage de Côte matève, ce petit marché dont les travaux sont déjà en cours est le fruit de la coopération entre la mairie de Ngoyo et la société pétrolière Total E&P Congo.

s'approvisionner. Hier presque un village, aujourd'hui le quartier de Côte matève a beaucoup évolué tant sur le plan démographique que sur le plan d'infrastructures. En peu de temps, les maisons sont électrifiées, et tout le monde souhaite avoir une demeure dans cette banlieue. Malheureusement, jusqu'au jour d'aujourd'hui, ce

poste de péage.

La construction de ce marché est donc un soulagement pour la population riveraine. Car non seulement, ce marché va leur permettre de faire leurs emplettes sans trop se déplacer, mais il va surtout contribuer au développement de leur quartier. « Avoir un marché de proximité est une bonne chose et nous remercions la mairie de Ngoyo d'avoir pensé à nous, car on ne peut toujours pas tout avoir dans ce petit marché de fortune », nous a dit une habitante de Côte matève.

Il faut aussi dire que, malgré un développement significatif constaté, le quartier de Côte matève reste encore confronté à de nombreux problèmes. Parmi ceux-ci : le manque d'eau potable. Outre le marché de Côte matève, le sixième arrondissement de Ngoyo sera doté d'un marché plus moderne de 2 500 places.

Hugues Prosper Mabonzo



Poste de péage de Côte matève / crédit photo DR

La construction de ce marché va réduire les longues distances auxquelles sont soumis les habitants de Côte matève lorsqu'il s'agit de

quartier ne dispose pas encore de marché moderne, digne de ce nom en dehors de ce petit marché de fortune érigé à l'entrée du

URBANISME

Certains projets n'ont toujours pas été réalisés

Dans le but d'améliorer les conditions de vies des populations, la municipalité de Pointe-Noire avait inscrit, plusieurs projets hallucinants dans son programme de 2014. Malheureusement, l'année tend vers sa fin, et plusieurs de ses projets n'ont toujours pas connu leur exécution.

La ville de Pointe-Noire est le poumon de l'économie congolaise, c'est également la ville par excellence la plus touristique du pays. Cependant, elle est confrontée à d'énormes défis de développement. Voilà pourquoi, dans son programme de modernisation pour l'année 2014, la municipalité de cette ville avait inscrit dans son cahier de charge, certains projets

dans le but d'améliorer les conditions de vies des populations.

Parmi ceux-ci, on peut notamment citer: la poursuite des travaux de la route à grande circulation de 2 x 3 voies allant de la CNSS au rond-point Kassai, jusqu'au marché Savon (Avenue de l'Indépendance à Tié Tié) avec un passage supérieur à l'intersection de l'Avenue Jean Felix Tchicaya au quartier Saint Pierre, communément appelé OCH.

Le lancement des opérations d'assainissement des lits des rivières et des caniveaux afin d'éradiquer les maladies liées à l'insalubrité telles que le Choléra et autres, la construction d'un échangeur au niveau du rond-point d'Avoum, le démarrage des travaux de

construction des marchés modernes sur l'actuel site du marché central et sur celui du marché de Tié Tié.

Aussi, afin d'éviter la confusion entre les chauffeurs de transport en commun et ceux qui ont des véhicules utilitaires, il était également prévu que les chauffeurs de bus, de taxis et les contrôleurs soient vêtus d'une tenue unique etc.... Rappelons que plusieurs projets ont été cités et qui malheureusement sont restés sans suite. Par contre dans les années antérieures, la municipalité de Pointe-Noire avait réalisé plusieurs projets avec succès et qui ont également contribué à l'amélioration de la ville océane.

H.P.M.

ÉDUCATION

Les partenaires étudient des solutions innovantes pour « l'école inclusive »

Les co-équipiers nationaux du système éducatif inclusif congolais ont tenu, le 11 octobre à Brazzaville, une séance de travail en vue d'améliorer la pédagogie de l'enseignement de ce secteur.

En réalité, la majorité des structures qui dispensent l'enseignement inclusif ont un caractère privé ou conventionné. L'État a ainsi du mal à imposer un rythme particulier et un système d'accompagnement jusqu'au niveau de l'université. Par ailleurs, l'école inclusive souffre encore du manque de traducteurs pour les sourds et pas assez d'enseignants pour les aveugles formés par l'État. Sur le territoire national, il y a un déséquilibre de la représentation géographique de ces écoles.

« Nous avons eu de sérieux problèmes des élèves qui ont fréquenté la série G 2. L'orientation que nous leur avons faite n'était pas conforme à leur filière de formation. Les élèves obtenant les BET menuiserie et BET coupe-couture n'ont été placés en série G 2. En plus, il faut qu'il y ait beaucoup d'enseignants spécialisés afin que ces élèves soient accompagnés jusqu'à l'université », indique Camille Nzengui Mabika, conseiller du ministère de l'Enseignement technique.

Le directeur général de l'Institut national de recherche et d'action pédagogiques (INRAP), Gilbert Ibiou, a souligné qu'un projet est en cours d'élaboration avec l'organisation internationale de la francophonie (OIF). Très ultérieurement, un interministériel est envisagé entre le ministère des Affaires sociales, l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo (Apeec) et le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire, le ministère de l'Enseignement technique, le ministère de la Justice et les différentes directions de ces écoles afin d'ap-

porter des propositions pour réorganiser l'ensemble de l'école inclusive.

À propos d'une école inclusive...

L'école et son environnement qui se mettent au service de l'enfant pour des besoins éducatifs particuliers. C'est le lieu où chaque enfant est pris en compte (porteur de handicap ou non), tant sur le plan matériel qu'éducatif. C'est une structure qui n'exclut personne et qui met en place des dispositifs adaptés pour tous selon les besoins de chacun. Elle se définit aussi comme une école qui permet la scolarisation des élèves porteurs de handicap de manière réglementée, non pas de manière sauvage, mais en concertation avec tous les partenaires, afin d'assurer une scolarité pensée et réussie. C'est un lieu d'échanges qui permet la prise en compte des différences de chacun grâce à l'intervention d'enseignants formés, des enseignements adaptés et des élèves informés. Cette école répond aux besoins de chacun dans le respect des différences grâce à des échanges et des temps partagés. C'est une école qui s'appuie sur un projet individualisé établi en partenariat avec la famille. Elle permet à chaque élève d'avoir un parcours « à la carte ». Elle cherche à accueillir tous les élèves avec leurs besoins particuliers que ce soit à cause d'un problème physique, intellectuel. Ici, sont mis en œuvre tous les moyens pour mener à bien le projet de chaque enfant et l'acquisition du socle commun. Enfin, elle permet à chaque enfant accueilli de faire partie d'un tout et d'exister tout seul. Une école qui tient compte des difficultés d'apprentissage de chacun, qui adapte son enseignement à chacun, une école ouverte à la différence.

Fortuné Ibara

SPECTACLE À L'IFC

Les musiciens de Dolisie fascinent le public ponténégrin

La 3^e Scène Découverte de l'Institut français de Pointe-Noire (Ifc) a accueilli le 10 octobre trois groupes musicaux dont un de Pointe-Noire et deux de Dolisie.

Lors de cette soirée, les premiers à monter sur scène étaient les Séraphins de Pointe-Noire qui ont agréablement surpris le public par leur musique à cheval entre le folk et le reggae assaisonné de merveilleuses mélodies.

Puis ont succédé : les ensembles de Dolisie. À travers des sonorités dominées par le ndombolo, Dolisiana a fait revivre au public la grande époque vécue au Buffet de la gare et au Grand hôtel de Dolisie lors des nuits arrosées de cette ville. Pour le public, ce fut un régal tant par les chorégraphies superbement exécutées par

les musiciens que par l'orchestration bien réussie.

Les Prestigieux, les derniers à monter sur le podium de l'Institut français. Ils ont proposé au public un coupé décalé, version dolisienne. Pour une soirée découverte, le public a vu des jeunes artistes talentueux qui, malheureusement, sont mis sous l'éteignoir faute de promotion et de mécènes.

Cette soirée est la matérialisation du partenariat signé entre l'Ifc et la mairie de Dolisie qui, d'ici à quelques mois, sera équipée d'une maison de la culture pour mettre en lumière plusieurs artistes de cette ville. Les auditions que l'Ifc organise dans cette ville continueront à faire découvrir à coup sûr d'autres artistes et talents cachés.

H.B.M.

GUINÉE-ÉQUATORIALE

La fanfare kimbanguiste du Congo fait bonne impression

Invitée par le président équato-guinéen, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, la fanfare de l'église Kimbanguiste du Congo a pris part aux festivités du 46e anniversaire de l'indépendance de ce pays, le 12 octobre à Ebebiyín, à environ 200 km de la ville de Bata.

En effet, impressionné par la prestation de la fanfare de l'église Kimbanguiste lors des festivités marquant le 54e anniversaire de l'indépendance du Congo, le 15 août dernier à Sibiti, dans le département de la Lékoumou, le président de la République de Guinée-Équatoriale avait invité cette chorale pour agrémenter le défilé civil dans son pays. « La fanfare a tenu pendant les 5 heures du défilé. Elle a laissé une très bonne impression. Le président Obiang et son épouse ont été très satisfaits », a indiqué le chef de la délégation congolaise, Gomez de Makanda. D'après lui, la fanfare de l'église Kimbanguiste du Congo a été appréciée par le corps diplomatique accrédité en Guinée Équatoriale ainsi que par le peuple équato-guinéen. « D'ailleurs, le président Obiang Nguema a sou-

haité que nous allions former les musiciens équato-guinéens pour qu'ils aient aussi une fanfare semblable à la nôtre », a ajouté Gomez de Makanda. Le chef de musique fanfare Kimbanguiste, Gofin Assoumbé, a, quant à lui, indiqué que techniquement, les musiciens ont répondu aux critères musicaux. Pour lui, la fanfare a été au top. « La formation musicale que nous avons reçue nous a permis effectivement d'affronter une musique que nous n'avions jamais utilisée auparavant. Nous nous sommes adaptés à cela. Et tout le monde était dans l'ambiance totale. La fanfare kimbanguiste était attendue à bras ouverts, en commençant par le président de la République de Guinée Équatoriale, Teodoro Obiang Nguema, qui a vécu la prestation de la fanfare kimbanguiste à Sibiti, c'est ce qui l'a marqué », a-t-il expliqué.

Il a enfin salué les deux chefs d'État, notamment le président Denis Sassou N'Guesso qui permet à cette fanfare de sortir du pays pour aller prestre à l'étranger ainsi que le président équato-guinéen qui a invité une musique étrangère pour animer la fête nationale de son pays.

Parfait Wilfried Douniama

ARTS ET LETTRES

La 2^e édition de la Biencale s'ouvre ce 15 octobre à Brazzaville

Colloques, tables rondes, vernissage et concerts de musiques, c'est à ce rythme que Brazzaville va vivre pendant quatre jours dans le cadre de la deuxième édition de la biencale congolaise des arts et de lettres (Biencale) qui s'ouvre ce 15 octobre au Palais des Congrès.

Il s'agit, pendant quatre jours, d'un moment d'alternance avec les autres événements culturels qui se déroulent au Congo. Ce rendez-vous permet de montrer au monde les passerelles artistiques, culturelles et littéraires du Congo. Un carnaval consacré à la danse et à la sape est organisé avec un itinéraire étudié : du rond-point Koulounda en passant par la pointe hollandaise, le centre-ville, le rond-point Mougali jusqu'au Palais des congrès. L'activité lancera les festivités. Elle sera suivie par une animation musicale avec les groupes Nsia Ku-Mpo Diloko et Ngavouka. C'est à partir de 11h30 que l'ouverture officielle de cette biencale interviendra par le vernissage de l'exposition transversale qui mettra en exergue le patrimoine, la sculpture et la céramique. Cette première journée aura pour point de chute la représentation théâtrale en soirée au Cfrad. Au programme : le théâtre national congolais avec la pièce « Nanga Mayala ».

La délégation de Nanjing a visité le musée du Bassin du Congo

La délégation d'artisanat chinois de Nanjing a visité, le 14 octobre dans la matinée, le musée de la galerie du Bassin du Congo.

Cette délégation est arrivée, il y a deux jours à Brazzaville. Durant quatre jours, elle exposera des objets d'art traditionnels et contemporains qui renseignent sur le patrimoine artistique chinois. « Nous sommes très ravis de participer à l'exposition vente de la

deuxième biencale congolaise des arts et des lettres. Nous allons exposer nos différentes œuvres que nous avons ramenées de la chine », a dit le chef de la délégation chinoise.

C'est pour la première fois que cette délégation arrive au Congo pour participer aux grandes manifestations artistiques congolaises. La chine est choisie comme le pays d'honneur par le ministère de la Culture et des arts dans le cadre de la deuxième biennale des arts et des lettres qui se tient du 15 au 18 octobre au palais des Congrès. Ces rencontres vont permettre d'échanger sur les expériences culturelles et de faire la promotion des arts contemporains respectifs.

Impressionnée par la diversité exceptionnelle des collections d'objets d'art congolais du Bassin du Congo, Zeng Jun, chef de la délégation d'artisanat chinois de Nanjing, s'est étonné de la richesse culturelle que possède ce musée. « Bien qu'on n'a pas beaucoup visité Brazzaville mais, à travers cette visite au musée du bassin du Congo, nous sommes très impressionnés par cette diversité culturelle exposée dans ce merveilleux musée. La tradition est la racine d'un pays sans laquelle l'inspiration sera épuisée », a-t-il dit avant de poursuivre : « le musée du Bassin du Congo joue un rôle important dans la conservation du patrimoine culturel du Congo voire de la sous-région. C'est une fenêtre fantastique qui permet aux étrangers de connaître l'histoire et la culture congolaise. »

La Biennale congolaise des arts et des lettres qui se tient tous les deux ans est un grand rendez-vous qui favorise le rayonnement de la création artistique congolaise sur le plan international. L'exposition vente est ouverte à tout le public et l'entrée est gratuite.

Hermione Désirée Ngoma et Rosalie Bindika

SPORTS DE COMBATS

Le Kick Boxing congolais veut se mettre en valeur

L'association affiliée à la Fédération congolaise de karaté et arts martiaux entend relever le niveau de ses compétiteurs par l'organisation le 20 décembre « des Fighters des deux Congo », une compétition de full contact avec les compétiteurs de la République démocratique du Congo.



Un combat de Full contact (photo DR)

Le coach manager assure que les compétiteurs sont prêts. Mais ils n'attendent que le soutien de la FécoKa-Ama pour le confirmer sur le ring. « Nous venons pour innover et redorer le blason des sports de combats et art martial du Congo. Nous constatons un délaissement du Kick boxing dans notre pays par la Fédération congolaise de karaté et arts martiaux affiliés qui est l'institution qui nous héberge. La décision d'organiser sur le plan administratif et financier lui revient », a expliqué Césaire Alfred Nzobo, ajoutant que c'est depuis le mois de juillet que la structure attend le financement. La longue attente a occasionné le report de la compétition au mois de décembre, tout en appuyant que, le Kick boxing a besoin d'assistance beaucoup plus financière pour maintenir son éclosion.

Selon le nouveau programme, la première compétition de Full contact se déroulera au stade Eboué. Huit combattants se disputeront la place du

meilleur dans la catégorie spéciale déterminée allant de moins de 75 à plus de 65 kilos. Quatre quarts de finale sont programmés opposant chacun un combattant des deux pays. Les vainqueurs disputeront deux demi-finales avant un super fight, un combat hors compétition en Kick Boxing K-1, opposant deux enfants minimes de moins de 50 kg, permettra la récupération des combattants qualifiés pour la finale. Cette ultime étape déterminera le champion des deux Congo.

« Tenant compte du niveau des combattants que nous avons, nous ne pouvons plus trainer sur des aspects de démonstrations, car cela nous fait ralentir. Nous avons déjà dans notre pays, un professionnel dans le lot des compétiteurs au nom de Gaimard Malong Issay. Voilà pourquoi, la meilleure façon de nous exprimer, est d'aller en compétition au lieu des fantaisies démonstratives », a expliqué Césaire Alfred Nzobo, coach manager du Kick Boxing du Congo-Brazzaville.

Selon lui, la discipline ne cesse de faire les prouesses sur le plan international, s'appuyant notamment sur le championnat du monde amateur que ses compétiteurs ont participé en juillet 2013 à Libreville au Gabon. Pour avoir réalisé une bonne prestation dans cette compétition, explique Césaire Alfred Nzobo, la Wako-pro avait proposé à l'association des tentatives de monter en catégorie A du niveau professionnel. La proposition a été faite au compétiteur ayant progressé de livrer un premier combat pro de cinq rounds de deux minutes. Ce qui lui a permis de changer de statut. Pour l'association, la participation régulière à des compétitions de haut niveau lui fera progresser. « Mon objectif est de ramener la ceinture inter continentale au Congo-Brazzaville dans l'une des catégories et de faire connaître notre pays aussi talentueux sur le plan international », a précisé le coach manager.

James Golden Eloué

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DE HANDBALL

L'Étoile du Congo hommes et dames en quart de finale

Les Stelliennes ont obtenu leur ticket pour le second tour de la compétition après leur victoire devant Phoenix du Gabon 28 à 22 alors que les hommes de l'Étoile du Congo ont réussi à renverser la vapeur en battant Blessing de la RD Congo 31 à 11.

L'Étoile du Congo avance lentement et surement avec l'ambition d'atteindre le carré d'as de cette 36^e édition du championnat d'Afrique des clubs champions de handball. La qualification des dames en quart de finale sur les Phoenix du Gabon le prouve. Les dames de la formation congolaise, déterminées en effet à passer le premier tour, n'ont pas fait cadeau à leurs adversaires gabonais. Dans le match décisif qui les a opposées le 11 octobre et par où passait leur qualification, les Stelliennes ont réussi à s'imposer 28 à

22. Une victoire qui a définitivement scellé leur passage des dames de l'Étoile du Congo à l'autre étape de compétition. La rencontre du 14 octobre, qui les mettra aux prises avec Primero d'Angola, n'aura donc pour enjeu que de déterminer le premier de leur groupe.

En rappel, cette victoire qualificative des stelliennes est la deuxième depuis le début de la compétition. Elles avaient battu Nairobi Water du Kenya 36 à 29 lors de leur première sortie. Les stelliennes ont, par ailleurs, concédé un match nul face à Progresso d'Angola 23 buts partout, déjouant ainsi les pronostics qui plaident toujours en faveur des angolaises, premières du continent dans cette discipline.

Pour les quarts de finale, les Stelliennes ne connaissent pas encore leur adversaire la dernière journée du tour préliminaire n'étant pas à sa fin. Elles sont conscientes que le pas-

sage pour les demi-finales ne sera pas facile. Elles se préparent en conséquence. Les difficultés financières qui pouvaient entamer leur moral n'appartiennent plus qu'au passé. La situation a été débloquée si bien que l'équipe n'a pas été débarquée de la compétition le 11 octobre tel que prévu, à ne croire sources sûres.

Les hommes se sont rattrapés. Les hommes de l'Étoile du Congo qui n'ont réussi aucune de leurs deux premières sorties ont pu renverser la vapeur. Blessing de la RD Congo a fait les frais de la rage de vaincre des stelliens qui les ont battu à platte couture 31 à 11.

Une victoire qui a permis aux hommes de l'Étoile de rejoindre leurs dames en quart de finale. Ainsi le Congo sera représenté au deuxième tour dans les versions hommes et dames.

Rominique Nerplat Makaya